

COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2012



COMPTES CONSOLIDES CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

JEAN-RENE ANGELOGLOU

LICENCIE ES SCIENCES ECONOMIQUES EXPERT COMPTABLE DIPLOME PAR L'ETAT INSCRIT AU TABLEAU DE LA REGION PARISIENNE COMMISSAIRE AUX COMPTES

22, PLACE GENERAL CATROUX 75017 PARIS
TÉL: 01 58 56 36 36
TÉLÉFAX: 01 58 56 36 31

ADVERLINE

Société Anonyme au capital de 1 400 303.25 €

5, rue de la Terrasse 75017 PARIS

428 723 266 RCS PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ADVERLINE, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.2.9 de l'annexe intitulé « écarts d'acquisition » qui décrit la méthode de valorisation de la société KP MEDIA.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, la société procède à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels selon les modalités décrites dans la note 1.2.9 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicable en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 27 avril 2012.



COMPTES CONSOLIDES 31 DECEMBRE 2011



ACTIF

EUROS	31/12/20	11	31/12/201	0	Variation	
ACTIF IMMOBILISE	19 973 535	57%	22 133 239	64%	2 159 704	-6%
Fonds commerciaux et écarts d'acquisition	17 182 856	49%	19 604 656	57%	2 421 800	-7%
Immobilisations incorporelles	1 520 378	4%	1 392 667	4%	127 711	0%
Immobilisations corporelles	413 836	1%	291 475	1%	122 360	0%
Immobilisations financières	231 368	1%	238 669	1%	- 7 301	0%
Titres mis en équivalence	625 097	2%	605 771	2%	19 326	0%
CTIF CIRCULANT	15 124 873	43%	12 439 223	36%	2 685 650	8%
Stocks et en-cours		0%		0%	-	0%
Clients et comptes rattachés	9 559 006	27%	8 479 861	25%	1 079 145	3%
Autres créances et comptes de régularisation	1 535 705	4%	1 196 784	3%	338 921	1%
Disponibilités	4 030 162	11%	2 762 577	8%	1 267 585	4%
TOTAL ACTIF	35 098 407	100%	34 572 462	100%	525 945	2%



EASSIE

EUROS	31/12/2	:011	31/12/2010	
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	21 445 056	61%	19 107 315	55%
Capital	1 400 304	4%	1 314 149	4%
Prime d'emission et de fusion	19 599 930	56%	17 331 875	50%
Réserves consolidées	469 481	1%	34 820	0%
Résultat consolidé	- 24 661	0%	426 470	1%
INTERETS MINORITAIRES	703 381	2%	899 174	3%
Réserves	502 656	1%	558 171	2%
Résultat	546 745	2%	649 103	2%
- Acompte sur Dividendes	346 020	- 1%	- 308 100	-1%
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	219 174	1%	198 179	1%
DETTES	12 730 796	36%	14 367 794	42%
Emprunts et dettes financières	4 654 633	13%	5 985 189	17%
Fournisseurs et comptes rattachés	3 663 567	10%	4 505 185	13%
Autres dettes et comptes de régularisation	4 412 595	13%	3 877 420	11%
TOTAL PASSIF	35 098 407	100%	34 572 462	100%



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

EUROS		31/12/201	1	31/12/2010		
	12 mois			12 mois		
Chiffre d'affaires		24 890 564	100%	23 378 986	100%	
Autres produits d'exploitation		1 605 604	6%	1 193 270	5%	
Achats et charges externes	-	14 133 114	-57%	- 13 178 461	-56%	
Personnel	-	5 598 283	-22%	- 5 588 012	-24%	
Impôts et taxes	-	234 141	-1%	- 182 506	-1%	
Dotations aux amortissements et provisions	-	1 017 312	-4%	- 923 547	-4%	
Autres charges	-	732 004	-3%	- 623 685	-3%	
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 781 314	19%	4 076 046	17%	
Résultat financier	-	189 643	- 1%	- 264 602	-1%	
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES		4 591 671	18%	3 811 444	16%	
Résultat exceptionnel	-	259 430	-1%	- 78 964	0%	
Impôts sur les sociétés	-	1 412 318	-6%	- 1 181 888	-5%	
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		2 919 923	12%	2 550 591	11%	
Quote part des sociétés mise en équivalence		23 960	0%	17 667	0%	
Dotations aux amts des écarts d'acquisition	-	2 421 800	-10%	- 1 492 685	-6%	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		522 083	2%	1 075 573	5%	
Intérêts minoritaires	-	546 745	-2%	- 649 103	-3%	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-	24 661	0%	426 470	2%	
Résultat net par action	-	0,00		0,08		
Résultat dilué par action	-	0,00		0,08		



FLUX DE TRESORERIE

EUROS	31/12/2011	31/12/2010
	12 mois	12 mois
FLUX DE TRESORERIE D'ACTIVITE	2 178 263	3 491 547
Résultat net des sociétés intégrées	2 943 321	2 550 591
Amortissements et provisions	892 875	757 610
Variation des impots différés	52 818	60 075
Plus ou Moins values de cession, nettes d'impôt	120 786	
Dividendes des sociétés mises en équivalence		
Variation des créances d'activité	- 1 508 803	- 2 627 267
Variation des dettes d'activité	- 322 734	2 750 538
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	- 1 309 568	- 1 168 068
Acquisition d'immobilisations	- 1 338 457	- 1 143 183
Cession d'immobilisations	-	68 583
Incidence des variations de périmetre	28 889	- 93 468
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	410 471	- 2 185 231
Dividendes versés aux minoritaires	- 630 554	- 826 592
Augmentation de capital et Prime d'émission	2 359 998	139 994
Encaissement dépôt de garantie	113 754	
Remboursement d'emprunts	- 1 432 727	- 1 498 633
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 279 167	138 248
TRESORERIE D'OUVERTURE	2 729 332	2 591 084
TRESORERIE DE CLOTURE	4 008 499	2 729 332



ANNEXE COMPTES CONSOLIDES 31 DECEMBRE 2011



Sommaire ANNEXE

PRINCIPES COMPTABLES, METHODE D'EVALUATION, FAITS CARACTERISTIQUES.	8
1.1 FAITS CARACTERISTIQUES	8
1.2 REFERENTIEL, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	9
1.2.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes	9
1.2.2 Immobilisations incorporelles	. 11
1.2.3 Immobilisations corporelles	
1.2.4 Créances clients	
1.2.5 Disponibilités et valeurs mobilières de placement	. 11
1.2.6 Provisions pour risques et charges	
1.2.7 Impôt sur les sociétés	. 11
1.2.8 Options et bons de souscription d'actions	. 12
1.2.9 Ecarts d'acquisition	. 12
NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN	13
2.1 ACTIF IMMOBILISE	. 1.3
2.1.1 Fonds commerciaux et écarts d'acquisition	
2.1.2 Immobilisations incorporelles	
2.1.3 Immobilisations corporelles	
2.1.4 Immobilisation financières	
2.1.5 Titres mis en équivalence	
2.2 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
2.3 AUTRES ACTIFS A COURT TERME	
2.4 DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
2.5 CAPITAUX PROPRES	
2.5.2 Options de souscription d'actions	
2.5.3 Actions gratuites	
2.6 DETTES FINANCIERES	
2.7 FOURNISSEURS ET COMPTE RATTACHES	
2.8 AUTRES DETTES	. 22
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	23
3.1 DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES	. 23
3.2 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	. 23
3.3 RESULTAT FINANCIER	
3.4 RESULTAT EXCEPTIONNEL	. 24
3.5 IMPÔT SUR LES SOCIETES	. 24
3.6 RESULTAT PAR ACTION	. 25
AUTRES INFORMATIONS	26
4.1 Evénements postérieurs à la clôture	. 26
4.2 Rémunération des organes de direction	. 26
4.3 INFORMATION SECTORIELLE ET GEOGRAPHIQUE	. 26
4.4 EFFECTIFS	
4.5 ENGAGEMENT DE RETRAITE	
4.6 AUTRE ENGAGEMENT	
4.7 CREDIT BAIL	
4.8 ENTREPRISES LIEES	
4.9 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	
4 10 CREDIT D'IMPOT RECHERCHE	. 28



PRINCIPES COMPTABLES, METHODE D'EVALUATION, FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 FAITS CARACTERISTIQUES

Adverline poursuit sa forte croissance sur l'ensemble de ses métiers. Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 6,5% et atteint 24 890 K€ contre 23 379 K€ en 2010. La progression du résultat d'exploitation est encore plus importante puisqu'elle s'élève à 17% pour atteindre 4 781 K€ contre 4 076 K€ en 2010. Ces excellents chiffres, les meilleurs depuis la création d'Adverline, s'expliquent par les raisons suivantes :

1) Régie

La Régie publicitaire a connu une année de consolidation après une année 2010 au cours de laquelle elle avait signé coup sur coup des sites du Groupe NRJ, des sites du Groupe Promovacances et enfin des sites du Groupe Seloger. Elle a signé en fin d'année les sites du groupe Media365. La régie publicitaire emailing B2B dégage à nouveaux d'excellents résultats. Globalement, le pôle Régie est stable en 2011 par rapport à 2010.

2) L'Edition

Le pôle Edition est également en croissance et atteint un chiffre d'affaires de 5 114 K€ contre 4 979 K€ en 2010 (hors revenus publicitaires consolidés dans le chiffre d'affaires Régie).

Societe SAS, éditeur de societe.com a lancé en juillet le site dirigeant.com qui connaît un très gros succès. Les audiences de ce pôle B2B sont en constante progression, plus de 50% en 2011.

De même, le site Kelprof poursuit son développement ainsi que le site maison.com

3) Micropaiement

L'activité de micropaiement est en forte croissance et atteint un chiffre d'affaires de 6 322 K€ contre 4 770 K€ en 2010 grâce à la signature de nombreux contrats au cours de l'année.

Adverline a déménagé en juin 2011 et a regroupé l'ensemble de ses activités dans un immeuble indépendant situé 5 rue de la Terrasse, Paris 17. Ceci devrait permettre de dégager des synergies supplémentaires entre les différentes activités du Groupe.

Adverline continue à porter ses efforts sur les activités à forte valeur ajoutée ce qui lui permet de voir sa marge d'exploitation progresser fortement et atteindre 19,2% contre 17,4% en 2010.



1.2 REFERENTIEL, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.2.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-10, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Aucune conséquence sur les états financiers n'est à mentionner.

HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- > Continuité de l'exploitation,
- > Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- Prudence.
- > Indépendance des exercices.

CHANGEMENT DE METHODE

Les acomptes sur dividendes minoritaires étaient auparavant neutralisés dans un compte à l'actif « débiteurs divers » et augmentaient de surcroit l'actif des comptes consolidés.

Cette approche était trompeuse et nous avons reclassé les acomptes sur dividendes en diminution des réserves minoritaires.

L'impact sur les comptes consolidés est le suivant :

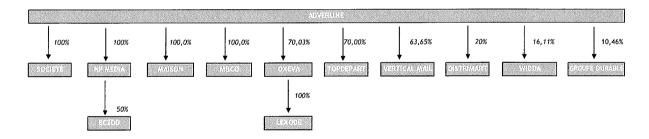
- > 2009 : diminution de l'actif et des réserves minoritaires concomitantes : 400 365 €
- > 2010 : diminution de l'actif et des réserves minoritaires concomitantes : 308 100 €



CONSOLIDATION

Pour chaque société consolidée, il a été retenu la méthode suivante :

	Filiales	SIREN	% détention 31 décembre 2011	% droits de vote 31 décembre 2011	Méthode de consolidation
SAS	SOCIETE	428 116 065	100,00%	100,00%	intégration globale
SARL	KP MEDIA	451 095 590	100,00%	100,00%	intégration globale
SAS	MAISON	431 904 838	100,00%	100,00%	intégration globale
SARL	M&CO	488 967 878	100,00%	100,00%	intégration globale
SAS	OXEVA	481 681 724	70,03%	70,03%	intégration globale
SAS	LEXODE	497 593 913	70,03%	70,03%	intégration globale
SARL	TOPDEPART	491 667 622	70,00%	70,00%	intégration globale
SARL	VERTICAL MAIL	408 335 933	63,65%	63,65%	intégration globale
SARL	ECZOD	492 821 228	50,00%	50,00%	intégration proportionnelle
SAS	DISTRIMART	399 699 099	20,00%	20,00%	mise en équivalence
SARL	WIDDA	499 102 325	16,11%	16,11%	mise en équivalence
SAS	GROUPEDURABLE	499 425 700	10,46%	10,46%	mise en équivalence



En 2011, les mouvements suivants sur les participations ont eu lieu :

- Acquisition de 400 actions OXEVA détenues par des minoritaires par ADVERLINE.
 Au 31 Décembre 2011, la participation s'élève désormais à 70,03 % du capital d'OXEVA contre 65,75 % au 31 Décembre 2010.
- Participation GROUPE DURABLE : les actions détenues par ADVERLINE sont diluées car elle fait suite à une attribution définitive d'actions gratuites, Au 31 Décembre 2011 la participation représente désormais 10,46% du capital de Groupe Durable contre 10,90 % au 31 Décembre 2010.

Les sociétés qui sont détenues à moins de 20 % sont intégrées dans la Consolidation. C'est la méthode de la mise en équivalence qui a été retenue pour les intégrer dans les comptes consolidés La principale raison de cette intégration est le montant significatif des participations ayant un impact suffisant quand à leur valorisation annuel dans les comptes du groupe ADVERLINE.



1.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût de revient constitué des coûts salariaux internes et des coûts de sous-traitance externes supportés pour les développements réalisés par l'entreprise pour ses sites internet ou du coût d'acquisition pour les logiciels achetés. Elles sont amorties selon les modalités suivantes :

	<u>Méthode</u>	<u>Durée</u>
Logiciel	Linéaire	1 an
Site Internet	Linéaire	3 ans

Les fonds de commerce sont amortis sur une durée de 20 ans.

1.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût de revient, constitué de la valeur d'acquisition et des frais accessoires. Les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilité des biens, selon les modalités suivantes :

	<u>Méthode</u>	<u>Durée</u>
Agencements et installations générales	Linéaire	5 ans
Matériels	Linéaire	4 ans
Matériel de Transport	Linéaire	5 ans
Matériels de bureau et informatique	Dégressif	3 ans

1.2.4 Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, une dépréciation est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non recouvrement des créances clients.

1.2.5 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

1.2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges comptabilisées à la clôture de l'exercice pour un montant global de 219 K€ sont constituées en raison des litiges commerciaux et divers.

1.2.7 Impôt sur les sociétés

Il existe un groupe fiscal entre les sociétés ADVERLINE, SOCIETE, KP MEDIA, MAISON & M&CO. Un second groupe fiscal existe depuis 2011 entre les sociétés OXEVA et LEXODE. Les autres sociétés consolidées paient leur impôt individuellement.

Le détail de l'actif d'impôts différés est donné au paragraphe 3.5.



1.2.8 Options et bons de souscription d'actions

Les actions émises dans le cadre de l'exercice des bons de souscription d'actions et bons de parts de créateurs d'entreprise faisant l'objet de l'information visée au paragraphe 2.5.2 sont inscrites en augmentation de capital à la date d'exercice des bons.

1.2.9 Ecarts d'acquisition

Un écart d'acquisition, ou survaleur, est comptabilisé lorsque le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées, majoré des coûts annexes d'acquisition, est supérieur à l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Pour chaque participation, les écarts d'acquisition sont affectés à chaque groupe d'actifs générateur de flux de trésorerie indépendants des autres groupes d'actifs. Chaque groupe d'actif ainsi déterminé est amorti sur une durée propre, reflétant les objectifs retenus à l'origine pour le calcul de la rentabilité de l'investissement. Un test de dépréciation est effectué en cas d'indice de perte de valeur.

La valorisation d'un site internet tient compte de trois éléments :

- son audience
- sa marque
- les revenus générés.

Les deux premiers éléments, audience et marque, sont indispensables à la création de revenus. Selon le stade de développement d'un site internet, le poids de ces trois critères évoluent.

Au 31 décembre 2011, les valeurs estimatives suivant ces critères ont abouti à la dépréciation des écarts d'acquisitions détenues par le groupe ADVERLINE, à savoir :

Concernant la participation KP MEDIA, l'évaluation a été effectuée selon la méthode des Cash Flow actualisés (DCF). De ce fait en 2009, la baisse significative du chiffre d'affaires de la société KP MEDIA a conduit à effectuer un test de dépréciation. L'écart d'acquisition avait fait l'objet d'un amortissement exceptionnel de 1 200 000 €. En 2011 l'évaluation selon la méthode des DCF a conduit à un amortissement exceptionnel supplémentaire de 313 226 €.

Les hypothèses retenues pour l'établissement du business plan et notamment l'évolution du chiffre d'affaires de la société KP MEDIA concernent :

- L'activité d'origine: Kelprof se positionne sur le secteur du soutien scolaire et du cours particulier, uniquement sur internet en privilégiant le modèle qui a fait son succès, celui de l'intermédiation: gratuit pour l'élève, payant pour le professeur et les organismes qui peuvent acheter les demandes des élèves,
- ▶ la nouvelle thématique : Kelprof a vocation à devenir un apporteur d'affaires important, sur le business du service à la personne,
- le développement de l'activité du site « Brésil »

L'écart d'acquisition TOP DEPART a été dépréciée à hauteur de 57 347 € au 31 Décembre 2011.

L'écart d'acquisition LEXODE a été dépréciée à hauteur de 267 268 € au 31 Décembre 2011.

L'écart d'acquisition ECZOD a été dépréciée à hauteur de 380 863 € au 31 Décembre 2011.

La ventilation des écarts d'acquisition sur les différents groupes d'actifs conduit à différencier :

- les groupes d'actifs incorporels technologiques (site internet, développement interne de logiciels, constitution de bases de données,...) qui sont amortis sur des durées courtes (3 ans) afin de matérialiser la nécessité de leur renouvellement rapide,
- des autres groupes d'actifs incorporels représentés par les fonds commerciaux (clientèle, notoriété, marques,...) qui sont amortis sur une durée de 20 ans. Cet amortissement est pratiqué par respect des normes comptables en la matière. En dehors de cette obligation les perspectives de chaque groupe d'actifs incorporels nous auraient conduit à ne pas pratiquer de dépréciation.

Le détail des écarts d'acquisition de l'exercice et leur ventilation par groupe d'actif est consigné au paragraphe 2.1.1.



NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

2.1 ACTIF IMMOBILISE

2.1.1 Fonds commerciaux et écarts d'acquisition

Le détail des fonds commerciaux et écarts d'acquisition bruts et nets est consigné dans le tableau ci-dessous :

Immobilisations	Durée sints	Valeur brute áčánt	Valeur brute fit Augmentation Diminution d'exercice	n Valeur nette fin d'exercice
Fonds commerciaux	(anti)	3 330 589	3 330 589	1 969 892
Optelo	20	2 794 544	2 794 544	1 816 454
Lexode	20	479 045	479 045	100 000
Toutelaformation.com	20	57 000	57 000	53 438
Ecarts d'acquisition sur actifs technolo	giques	1 790 023	1 790 023	66 668
100CV.com	3	118 922	118 922	-
Societe.com	3	453 600	453 600	-
Kelprof.com	3	336 000	336 000	-
Logiciels vertical mail	3	237 500	237 500	- 0
maison.com	3	144 000	144 000	-
Base de données vertical mail	5	500 000	500 000	66 667
Ecarts d'acquisition sur autres actifs ir	ncorporels	22 251 095	22 251 095	15 146 299
Oxeva	20	104 888	104 888	81 252
Celibert	20	400 000	400 000	280 000
Société	20	7 334 658	7 334 658	5 134 260
Distrimart	20	206 486	206 486	144 540
Top départ	20	106 843	106 843	22 785
KP Media	20	3 272 990	3 272 990	1 065 376
Vertical mail	20	9 654 477	9 654 477	7 795 036
Widda	20	230 859	230 859	185 679
Eczod	20	505 953	505 953	58 452
Maison	20	150 175	150 175	123 895
Groupe Durable	20	283 766	283 766	255 025
TOTAL		27 371 707	27 371 707	17 182 856



Les dotations aux amortissements s'analysent comme suit :

Immobilisations	Dayar ans	Amortissement début	Avgmentation	Diminution	Amortissene
	(ans)	d'exercice			fin d'exercic
onds commerciaux		926 900	433 797	-	1 360 697
Optelo	20	838 363	139 727		978 090
Lexode *	20	87 825	291 220		379 045
Toutelaformation.com	20	713	2 850		3 563
carts d'acquisition sur actifs techno	logiques	1 599 355	124 000	-	1 723 355
100CV.com	3	118 922	-		118 922
Societe.com	3	453 600	-		453 600
Kelprof.com	3	336 000			336 000
Logiciels vertical mail	3	237 500			237 500
Base de données vertical mail	5	333 333	100 000		433 333
Maison.com	3	120 000	24 000		144 000
carts d'acquisition sur autres actifs	incorporels	5 240 795	1 864 000	_	7 104 796
Oxeva	20	18 391	5 244		23 636
Celibert	20	100 000	20 000		120 000
Société	20	1 833 665	366 733		2 200 398
Distrimart	20	51 622	10 324		61 946
Top départ	20	21 369	62 690		84 058
KP Media *	20	1 730 740	476 875		2 207 614
Vertical mail	20	1 376 717	482 724		1 859 441
Widda	20	33 637	11 543		45 180
Eczod *	20	41 330	406 171		447 501
Maison	20	18 772	7 509		26 281
Groupe Durable	20	14 553	14 188		28 7 41
OTAL		7 767 050	2 421 800	-	10 188 850

^{*} Amortissement exceptionnel Ecart d'acquisition ECZOD : 380 873 €, LEXODE : 267 268 €, TOP DEPART : 57 347 €, KP MEDIA : 313 225 €



2.1.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

	Valeur brute début d'exercice *	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Frais de développements technologiques	3 364 672	892 883		4 257 555
Autres immobilisations incorporelles	337 120	52 790		389 910
- 400	3 701 792	945 673		4 647 465

^{*} Changement Détail A nouveau Immobilisations incorporelles sur 2010

Le groupe continue de développer ses technologies logicielles de diffusion d'objets publicitaires, de micropaiements et de sites éditeurs. Ces technologies sont le socle des activités d'Adverline. A ce titre, les salaires des développeurs et les coûts de sous-traitance externe ont été immobilisés à hauteur de 862 622 €.

Les dotations aux amortissements s'analysent comme suit :

	Amortissement début d'exercice	Augmentation	Diminution	Amortissement fin d'exercice
Frais de développements technologiques	2 144 888	718 926		2 863 814
Autres immobilisations incorporelles	164 237	99 036	-	263 273
	2 309 125	817 962	-	3 127 087

^{*} Changement Détail A nouveau Immobilisations incorporelles sur 2010

2.1.3 Immobilisations corporelles

Les variations des immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin d'exercice
Matériel et outillage	14 383	-	14 383	-
Agencement, aménagement, Installations	33 100	34 746	30 350	37 496
Matériel de transport	77 296	26 877	***************************************	104 173
Matériel de bureau et informatique	508 327	292 067	94 826	705 568
Immobilisations en cours	59 550		55 800	3 750
	692 656	353 690	195 359	850 987



Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	401 181	147 333	111 366	437 148
Immobilisations en cours	-			•
Matériel de bureau et informatique	333 616	128 417	90 133	371 900
Matériel de transport	48 174	13 915		62 089
Agencement, aménagement, Installations	5 008	5 001	6 850	3 159
Matériel et outillage	14 383	-	14 383	-
	Amortissement début d'exercice	Augmentation	Diminution	Amortissement fin d'exercice

2.1.4 Immobilisation financières

Le détail des immobilisations financières s'établit comme suit :

	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur nette fin Dépréciation d'exercice
Titres Wazoo media	1 600			1 600
Autres titres de participation	160		80	80
Dépots et cautionnement	237 409	19 768	27 489	229 688
	239 169	19 768	27 569	- 231 368

ADVERLINE n'est pas représentée dans les organes de direction ou de surveillance de la société WAZOO MEDIA, elle se contente de détenir sa participation au capital sans participer aux prises de décisions stratégiques, elle n'a pas réalisé d'opérations importantes avec cette société au cours de l'exercice, ni échangé du personnel de direction, ni tissé de lien de dépendance technique. Par ailleurs cette société n'a pas d'activité significative. En conséquence, la société WAZOO MEDIA n'est pas consolidée.



2.1.5 Titres mis en équivalence

Le détail des titres mis en équivalence s'établit comme suit :

	Valeur brute début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin Virement interne d'exercice
Titres DISTRIMART	424 125	47 142		471 267
Titres WIDDA	65 805		35 034	30 771
Titres GROUPEDURABLE	115 841	11 852	4 632	123 061
	605 771	58 994	39 666	- 625 099

La contribution des sociétés mises en équivalence au résultat consolidé et aux réserves consolidées du groupe est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Contribution au Co résultat consolidé	
Titres DISTRIMART	47 142	124 344
Titres WIDDA	- 35 034 -	72 447
Titres GROUPEDURABLE	11 852	9 350
	23 960	61 247

2.2 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances clients et comptes rattachés se décomposent comme suit :

1 796 633	2 229 009
- 102 177 -	148 322
	1 796 633 - 102 177 -



2.3 AUTRES ACTIFS A COURT TERME

Les autres actifs à court terme comprennent :

	31/12/2011	31/12/2010
Avances et acomptes	2 965	5 605
Personnel et comptes rattachés		
Créances fiscales et sociales	966 976	701 406
Impôts différés actif	40 177	92 995
Groupe et associés	5 187	10 066
Dépôt de garantie OSEO/BDPME		
Autres créance	7 808	74 926
Charges constatées d'avance	512 592	311 786
	1 535 705	1 196 784

2.4 DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

	31/12/2011 31/12/2010		
Banques	1 983 216	2 762 491	
Valeurs mobilières de placements	2 046 946	86	
	4 030 162	2 762 577	



2.5 CAPITAUX PROPRES

2.5.1 Généralités

La variation des capitaux propres se décomposent comme suit :

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Fésultat de Pexercice	AVIGH
Situation 31/12/2009 consolidée	1 296 187	17 182 134	1 735 255	-1 516 986	18 696 591
Variation de capital de l'entreprise consolidante	17 962	132 657	-10 625		139 995
Corrections d'erreurs de présentation sans incidences					0
- Prime d'émission société consolidante		337 555	-337 555		0
- Prime d'émission OXEVA		-320 471	320 471		0
Incidences différentiel % minoritaires dividendes VM	4		-205 875		-205 875
Variation de périmetre			50 135		50 135
Affectation du résultat de l'exercice précédent		3-19WF	-1 516 986	1 516 986	0
Résultat de l'exercice				426 470	426 470
Situation 31/12/2010 consolidée	1 314 149	17 331 875	34 820	426 470	19 107 316
Variation de capital de l'entreprise consolidante	8 625		-8 625		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante	77 530	2 268 055			2 345 585
Corrections d'erreurs de présentation sans					0
Incidences différentiel % minoritaires dividendes OXEVA			-4 527		-4 527
Variation de périmetre	- 111		21 343		21 343
Affectation du résultat de l'exercice précédent			426 470	-426 470	0
Résultat de l'exercice		- Lunion .		-24 661	-24 661
Situation 31/12/2011 consolidée	1 400 304	19 599 930	469 481	-24 661	21 445 055

2.5.2 Options de souscription d'actions

L'assemblée générale du 21 novembre 2005 a autorisé le conseil d'administration à accorder des options de souscription d'actions au profit des salariés d'ADVERLINE, dans la limite de 7 % du capital émis à la date d'attribution des options, sous déduction, le cas échéant, de la part de capital représentée par les actions attribuées gratuitement aux salariés.

L'autorisation donnée par l'assemblée d'attribuer des options de souscription d'actions a expiré au cours de l'exercice 2009, elle est désormais caduque.



2.5.3 Actions gratuites

date des assemblées ayant autorisé	21 novembre 2005			
l'attribution gratuite d'actions	21 10 (011012 2000			
	17 juin 2008 30 mai 2011			
	30 mai 2011			
	13 décembre 2005 pour 68 342 actions			
	26 juin 2006 pour 116 611 actions			
	12 mars 2007 pour 1 000 actions			
date des réunions du conseil	27 septembre 2007 pour 10 036 actions			
d'administration ayant attribué	10 octobre 2007 pour 82 862 actions			
gratuitement les actions	17 juin 2008 pour 34 238 actions			
	2 septembre 2008 pour 43 500 actions			
	29 avril 2009 pour 18 750 actions			
	20 mai 2009 pour 30 000 actions			
	21 avril 2010 pour 18 000 actions			
	22 avril 2010 pour 30 000 actions			
	30 juin 2010 pour 1 500 actions 11 avril 2011 pour 10 000 action			
volume d'actions dont l'attribution gratuite a été autorisée par les assemblées	1- par l'assemblée du 21 novembre 2005 :			
assemblees	7 % du capital émis à la date d'attribution, sous dé options de souscription pouvant être consenties par salariés, dans la même limite de 7 % du capita 278 851 par l'assemblée générale du 23 mai 2007	ailleurs aux		
	par l'assemblée du 17 juin 2008 : 228 342 actions			
	par l'assemblée du 30 mai 2011 : 187 939 actions			
nombre d'actions déjà attribuées gratuitement et dont l'attribution est devenue définitive ou peut devenir définitive dont au profit		318 720		
dom da prom		126 257		
- des mandataires sociaux		136 357		
- des vingt premiers attributaires		167 363		
des vingt premiers attributaires salariés date d'acquisition définitive des	13 décembre 2007 pour 68 342 actions (le capital augmenté en conséquence de 17 085,50 €	ayant été		
des vingt premiers attributaires salariés date d'acquisition définitive des	13 décembre 2007 pour 68 342 actions (le capital augmenté en conséquence de 17 085,50 € 26 juin 2008 pour 66 816 actions (le capital ayant ét en conséquence de 16 704,00 €)	ayant été		
des mandataires sociaux des vingt premiers attributaires salariés date d'acquisition définitive des actions gratuites	augmenté en conséquence de 17 085,50 € 26 juin 2008 pour 66 816 actions (le capital ayant ét	ayant été) é augmenté é augmenté		



	ADVERLINE
	10 octobre 2009 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875,00 €)
	1 ^{er} avril 2010 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875,00 €)
	18 juin 2010 pour 3 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 750,00 €)
	3 septembre 2010 pour 24 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 6 125 €)
	1 ^{er} octobre 2010 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875 €)
	29 avril 2011 pour 13 750 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 3 437,50 €)
	23 mai 2011 pour 750 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 187,50 €)
	1 ^{er} juin 2011 pour 20 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 5 000,00 €)
	22 avril 2012 pour 18 500 actions
	30 avril 2012 pour 10 500 actions
	Au plus tard le 30 juin 2012 pour 15 000 actions
	Au plus tard le 30 juin 2013 pour 5 000 actions
	6 avril 2013 pour 1 500 actions
	31 décembre 2013 pour 10 000 actions
date d'expiration de la période de	1 ^{er} avril 2012 pour 7 500 actions
conservation obligatoire	18 juin 2012 pour 3 000 actions
J	3 septembre 2012 pour 24 500 actions
	1 ^{cr} octobre 2012 pour 7500 actions 30 mars 2013 pour 750 actions
	1 ^{er} avril 2013 pour 7 500 actions
	30 avril 2013 pour 17 250 actions
	11 mai 2013 pour 750 actions 1 ^{cr} juin 2013 pour 20 000 actions
	1 ^{er} janvier 2014 pour 16 562 actions
	22 avril 2014 pour 18 500 actions
	30 avril 2014 pour 10 500 actions
	Au plus tard le 30 juin 2014 pour 15 000 actions
	6 avril 2015 pour 1 500 actions 31 décembre 2015 pour 10 000 actions
augmentation de capital résultant de l'émission des actions déjà	
attribuées gratuitement et non encore émises	15 500 €
effet de la dilution sur le bénéfice	-1,10%

La différence entre les actions dont l'attribution a été décidée par le conseil d'administration et le nombre d'actions devenues définitives ou pouvant devenir définitives ressort d'actions attribuées à des salariés ayant quitté le groupe ou n'ayant pas atteint les objectifs conditionnant l'attribution définitive des actions



2.6 DETTES FINANCIERES

		31/12/20 1 de 1 à 5 ans		Fotal	31/12/2010 Total
Emprunts établissements de crédit	1 499 046	3 006 015	-	4 505 061	5 937 788
Concours bancaires	21 663	-	-	21 663	33 246
Autres emprunts		127 909	-	127 909	14 155
	1 520 709	3 133 924	-	4 654 633	5 985 189

2.7 FOURNISSEURS ET COMPTE RATTACHES

	31/12/2011	31/12/2010
Fournisseurs	782 749	995 111
Fournisseurs d'immobilisations	1 000	-
Factures non parvenues	2 879 818	3 510 074
	3 663 567	4 505 185

2.8 AUTRES DETTES

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

	31/12/2011	347757720186
Personnel	442 940	387 834
Organismes sociaux	551 088	609 029
Dettes fiscales	2 079 864	1 722 651
Avances et acomptes reçus	135 193	156 149
Autres dettes	44 465	338 678
Produits constatés d'avance	1 159 045	663 079
	4 412 595	3 877 420

Les dettes fiscales sont constituées essentiellement par la TVA collectée sur les créances clients non recouvrées.

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires consolidé par activité s'établit comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010
Ventes d'espaces publicitaires	13 454 081	13 630 374
Micropaiement	6 322 473	4 769 843
Activités éditoriales	5 114 010	4 978 769
	24 890 564	23 378 986

3.2 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

	31/12/2011	3 1/1/2/2/01/0
Webmasters et prestataires	11 195 958	10 595 185
Services et honoraires	1 110 361	1 104 663
Locations	822 114	730 155
Frais de fonctionnement général	1 004 681	748 458
	14 133 114	13 178 461

3.3 RESULTAT FINANCIER

	8.174	7/2(1)(3)		h /12/2010
Produits financiers	CA ASSESSMENT AND ASSESSMENT ASSESSME	25 873		15 031
Intérêts des emprunts	-	198 675	-	265 490
Autres charges financières	-	16 841	-	14 143
	- 1	89 643	_	264 602



3.4 RESULTAT EXCEPTIONNEL

	á	4752/2011	3	1/1,2/2010
Produits exceptionnels divers		3 912		4 130
Charges exceptionnelles diverses	-	268 035	-	127 631
Reprise Provision pour risques et charges excep.		83 055		93 863
Provision pour risques et charges exceptionnelles	-	78 362	-	49 326
	-	259 430		78 964

3.5 IMPÔT SUR LES SOCIETES

La ventilation de l'impôt sur les sociétés pour l'exercice s'établit comme suit :

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices						
Répartition	Résult	tat avant impôts	Impôts			
Résultat courant	,	4 591 671	1 498 786			
Résultat exceptionnel	-	259 430 -	86 468			
Résultat des sociétés intégrées		4 332 241	1 412 318			
Résultat part du groupe	-	24 661	1 412 318			

Le détail des impositions différées figurant à l'actif du bilan se décompose comme suit :

	Variation temporaire du résultat fiscal individuel	IDA sur déficits reportables	Décalage sur frais d'acquisition imputés sur les titres de participation	FOTAL
ADVERLINE	10 701	-	15 346	26 047
SOCIETE	4 226			4 226
KP MEDIA			4 289	4 289
TOP DEPART				-
OXEVA	110	.,		110
LEXODE		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		-
VERTICAL MAIL	4 580			4 580
SKWAT		-		-
MAISON				-
M&CO		925		925
ECZOD				-
TOTAL	19 617	925	19 635	40 177



La preuve d'impôt de l'exercice s'établit de la façon suivante :

Charge d'impôt sur les bénéfices (K€)	
Résultat net de l'ensemble consolidé avant impôts	1 934
Imposition théorique (33,33%)	645
ID non activés sur amort. des écart d'acquis.	807
Crédits d'impôts	- 82
Différences permanentes	20
ID perdu sur topdepart	23
Charge d'impôt effective	1 412

3.6 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action de l'exercice est présenté dans le tableau ci-dessous :

			Résultat I	net par action				
Date	9	Nombre d'actions	Nombre de jours	Nombre moyen pondéré d'actions	f	Résultat net		efice net action
31/	12/2011	5 330 345	365	5 289 592	-	24 661	-	0,00



AUTRES INFORMATIONS

4.1 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture significatif n'est à signaler.

4.2 Rémunération des organes de direction

La rémunération globale brute directe ou indirecte versée aux organes de direction du groupe ADVERLINE s'est élevée pour l'exercice à 670 420 €.

4.3 INFORMATION SECTORIELLE ET GEOGRAPHIQUE

L'activité d'ADVERLINE est réalisée principalement en France. En raison de la diffusion internationale d'internet, l'activité est toutefois partiellement réalisée à l'étranger.

Elle se répartit entre les différentes activités dans les conditions indiquées au paragraphe 3.1.

4.4 EFFECTIFS

L'effectif du groupe à la clôture de l'exercice se réparti comme suit :

	Cadre	Non cadre	TOTAL
ADVERLINE	25	8	33
SOCIETE	7	3	10
TOP DEPART	0	0	0
OXEVA	3	1	4
LEXODE	0	0	0
KP MEDIA	0	1	1
ECZOD	0	0	0
VERTICAL MAIL	10	7	17
1. 28 Land 200 Commission (1997)	45	20	65

4.5 ENGAGEMENT DE RETRAITE

La législation française prévoit le versement aux salariés d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction d'un nombre d'années de service et de la rémunération au moment du départ. Compte tenu de la faible moyenne d'âge des salariés du groupe ADVERLINE, le montant des engagements des sociétés liés aux indemnités de départ à la retraite n'est pas significatif à la clôture de l'exercice.



4.6 AUTRE ENGAGEMENT

Adverline a consenti aux associés minoritaires de la société Vertical Mail une promesse d'achat portant sur un total de 36,35% du capital de Vertical Mail. Cette promesse d'achat pourra être exercée par les associés minoritaires du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014 sur la base d'une valorisation de la société de neuf fois le résultat d'exploitation de l'année précédant la levée de l'option.

Les associés minoritaires de la société Vertical Mail ont consenti à Adverline une promesse de vente portant sur un total de 36,35% du capital de Vertical Mail. Cette promesse de vente pourra être exercée par Adverline du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017 sur la base d'une valorisation de la société de neuf fois le résultat d'exploitation de l'année précédant la levée de l'option.

4.7 CREDIT BAIL

Les contrats de location-financement ne sont pas retraités dans les comptes consolidés d'AVERLINE. En effet, compte tenu du faible volume représenté par l'acquisition de biens durables par contrat de location-financement, ADVERLINE n'a pas opté pour l'application de la méthode préférentielle.

4.8 ENTREPRISES LIEES

Le tableau des entreprises liées se présente comme suit :

Tab	leau des entrépriss	s lífées		
EUROS	Widda	Distrimart	GroupeDurable	TOTAL
Actif	40 092	8 529	74 760	123 381
Clients et comptes rattachés	36 540	5 968	29 124	71 632
Autres créances	3 552	2 561	45 636	51 749
Passif	9 466	16 604	283 245	309 315
Fournisseurs et comptes rattachés	3 478	15 626	278 472	297 576
Autres dettes	5 <i>988</i>	978	4 773	11 739
Produits	47 836	_	80 620	128 456
Chiffre d'affaires	9 000		7 401	16 401
Transfert de charges	38 836		73 219	112 055
Produits financiers				
Charges	61 929	10 706	700 448	773 083
Reversements éditeurs	61 929	10 706	700 448	773 083



4.9 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Dettes garant	ies par des sûretés réelles	
GARANTIES DONNEES		
Nantissement de 50 000 actions de SOCIETE SAS		
Nantissement de 830 actions de VERTICAL MAIL SAS	Montant restant dû au 31/12/11 (€)	4 505 061
Nantissement de 800 actions de KP MEDIA SAS		
Au profit de Banque Populaire pour un prêt de 3 308 K€		2 217 024
Au profit du Crédit Du Nord pour un prêt de 3 308 K€		2 288 037

4.10 CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Au titre des comptes annuels du 31 décembre 2011, la société a comptabilisé pour 123 197 € de crédit impôt recherche.

4.11 COVENANTS

Au titre des emprunts souscrits avec Banque Populaire et Crédit du Nord, ADVERLINE s'engage à ce que, à chaque date de publication de ses comptes annuels consolidés, les ratios suivants, définis ci-dessous, soient respectés, à savoir :

R1: Dettes Financières Nettes / Capitaux Propres Consolidés, soit strictement inférieur à 1

R2: Dettes Financières Nettes / CAF, soit strictement inférieur à 4

Ces ratios sont strictement respectés au 31 Décembre 2011.



COMPTES SOCIAUX CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

JEAN-RENE ANGELOGLOU

LICENCIE ES SCIENCES ECONOMIQUES EXPERT COMPTABLE DIPLOME PAR L'ETAT INSCRIT AU TABLEAU DE LA REGION PARISIENNE COMMISSAIRE AUX COMPTES

22, PLACE DU GENERAL CATROUX -75017 PARIS TÉL : 01 58 56 36 36 TÉLÉFAX : 01 58 56 36 31

ADVERLINE

Société Anonyme au capital de 1 400 303,25 €
5, rue de la Terrasse 75017 PARIS
428 723 266 RCS PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ADVERLINE, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe ayant trait aux modalités de détermination des participations financières détenues par la société, dans la note III intitulée « Règles et méthodes comptables ».

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ont consisté à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

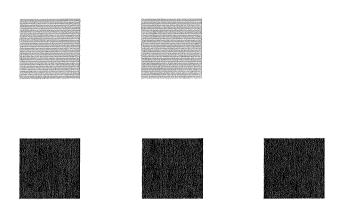
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 27 avril 2012.

ADVERLINE5 RUE DE LA TERRASSE
75017 PARIS



Etats Comptables et Fiscaux 31/12/2011











Bilan







RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	1 943 564 3 267 118	1 618 781	324 783 3 267 118	417 288 3 267 118 53 550
TOTAL immobilisations incorporelles :	5 210 682	1 618 781	3 591 901	3 737 956
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel Autres immobilisations corporelles Immobilisations en cours Avances et acomptes	229 147	112 248	116 899	82 000
TOTAL immobilisations corporelles :	229 147	112 248	116 899	82 000
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Participations évaluées par mise en équivalence Autres participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés	24 886 664	3 615 930	21 270 733	23 676 664
Prêts				
Autres immobilisations financières	140 172		140 172	201 926
TOTAL immobilisations financières:	25 026 836	3 615 930	21 410 905	23 878 590
ACTIF IMMOBILISÉ	30 466 665	5 346 959	25 119 706	27 698 546
STOCKS ET EN-COURS Matières premières et approvisionnement Stocks d'en-cours de production de biens Stocks d'en-cours production de services Stocks produits intermédiaires et finis Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :			0+*************************************	
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	2 957 8 476 583	1 :	2 957 8 385 329	5 462 7 825 682
Créances clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit et appelé, non versé	3 416 293	:	1	2 386 008
TOTAL créances :	11 895 833	459 866	11 435 968	10 217 152
DISPONIBILITÉS ET DIVERS Valeurs mobilières de placement	2 046 860	1	2 046 860	3 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7 7
Disponibilités	376 549	1	376 549	958 092
Charges constatées d'avance	258 591	L. COMMENCE MENTELL	258 591	181 014
TOTAL disponibilités et divers :	2 682 000		2 682 000	1 139 106
ACTIF CIRCULANT	14 577 833	459 866	14 117 968	11 356 258
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes remboursement des obligations Écarts de conversion actif				

45 044 498

5 806 825

39 237 673

TOTAL GÉNÉRAL

39 054 804

Bilan Passif

ADVERLINE

SITUATION NETTE	RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
Capital social ou individuel dont versé		31/12/2011	31/12/2010
Primes d'émission, de fusion, d'apport, 19 591 450 17 323 30	SITUATION NETTE		
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence Réserve légale 124 189 77 17 137 1	Capital social ou individuel dont versé	1	1 314 149
Réserve statutaires ou contractuelles 124 189 77 12		19 591 450	17 323 395
Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées 1 334 678 1 340 78	l '	404 400	77.400
Réserves réglementées		124 189	// 126
Autres réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice TOTAL situation nette: SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT PROVISIONS RÉGLEMENTÉES CAPITAUX PROPRES TOTAL situation nette: 21 471 702 20 710 2 387 722 331 99 21 859 425 21 859 425 21 942 21 Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées AUTRES FONDS PROPRES Provisions pour risques Provisions pour risques Provisions pour charges PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 10 917 91 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES DETTES 17 179 074 17 881 64		5 173	13 798
Report à nouveau Résultat de l'exercice (1584 092) (299 81 841 821 821 821 821 821 821 821 821 821 82		1	1 340 287
TOTAL situation nette : 21 471 702 20 710 2 20 710 2 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 7 722 3 3 1 95 3 8 9 425 2 1 0 4 2 1 0 1 0 1 0 1 0 1 0 1 0 1 0 1 0 1 0 1	Report à nouveau		(299 816)
SUBVENTIONS PINVESTISSEMENT PROVISIONS RÉGLEMENTÉES 387 722 331 98	Résultat de l'exercice	(1 584 092)	941 271
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES 387 722 331 98		21 471 702	20 710 210
Produits des émissions de titres participatifs			
Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées AUTRES FONDS PROPRES Provisions pour risques Provisions pour charges PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 10 917 96 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS Dettres Diverses Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 F792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES DETTES 17 179 074 17 881 64			331 991
Autres fonds propers Provisions pour risques Provisions pour charges PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 199 174 130 96 DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes fiscales et sociales Dettes fiscales et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	CAPITAUX PROPRES	21 859 425	21 042 200
Avances conditionnées AUTRES FONDS PROPRES Provisions pour risques Provisions pour charges PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 199 174 130 96 DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 17 179 074 17 881 64			
Provisions pour risques	, ,		
Provisions pour charges PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 199 174 130 96 DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 FRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES DETTES 17 179 074 17 881 64	AUTRES FONDS PROPRES		
DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières : 10 972 836 10 917 91 917 91 91 917 91 91 917 91 91 917 91 91 91 917 9	Drawiniana nawaianwa	100 174	120.064
DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires divers Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit A 505 060 5 941 87 6 467 776 4 976 11 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776 6 467 776 4 976 11 7 80 6 467 776		199 174	130 904
DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 FRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES TOTAL dettes diverses: DETTES TOTAL dettes diverses: DETTES TOTAL dettes diverses: TOTAL dettes diverses: DETTES DETTES TOTAL dettes diverses:	Provisions pour charges		
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 FRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES DETTES DIVERSES TOTAL dettes diverses: DETTES 17 179 074 TOTAL dettes diverses 1 4 505 060 5 941 87 4 976 17 4 976 17 5 941 87 6 947 17 6 94 17	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	400 474	
Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 4 976 17 4 976 17 4 976 17 10 972 836 10 917 98 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DetTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 FRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES DETTES 17 179 074 17 881 64		199 174	130 964
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: 10 972 836 10 917 98 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES diverses de tablissements de crédit 4 976 17 4 97	DETTES FINANCIÈRES	199 1/4	130 964
Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières : 10 972 836 10 917 98 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses : 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 6 467 776 4 976 11 4 976 11 4 976 11 5 10 972 836 10 917 98 4 536 55 11 947 17 8 81 64		199 1/4	130 964
TOTAL dettes financières : 10 972 836 10 917 98 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS 133 602 129 77 DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés 4 071 780 4 536 55 Dettes fiscales et sociales 1 754 063 1 964 13 Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes 39 682 292 13 TOTAL dettes diverses : 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 17 179 074 17 881 64	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: DETTES 133 602 4 071 780 4 536 55 1 754 063 1 964 13 292 13 292 13 292 13 292 13 292 13 292 13 292 13 292 13 293 14 294 15 295 17 179 074 296 17 179 074 297 110 298 17 179 074 298 164	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 505 060	5 941 873
DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: DETTES DETTES DETTES 4 071 780	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers	4 505 060 6 467 776	5 941 873 4 976 115
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: DETTES 4 071 780	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières :	4 505 060 6 467 776 10 972 836	5 941 873 4 976 115 10 917 988
Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 1 754 063 1 964 13 292 13 292 13 292 13 297 110 41 17 207 110 41 17	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières : AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	4 505 060 6 467 776 10 972 836	5 941 873 4 976 115
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes 39 682 292 13 TOTAL dettes diverses : 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE 207 110 41 17 DETTES 17 179 074 17 881 64	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières : AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715
Autres dettes TOTAL dettes diverses: PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 39 682 292 13 6 792 82 17 179 074 17 881 64	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557
TOTAL dettes diverses : 5 865 526 6 792 82 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 17 179 074 17 881 64	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DETTES 207 110 41 17 17 881 64	Emprunts obligataires Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131
DETTES 17 179 074 17 881 64	Emprunts obligataires Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063 39 682	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131 292 135
	Emprunts obligataires Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses:	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063 39 682 5 865 526	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131 292 135 6 792 823
Ecarts de conversion passif	Emprunts obligataires Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063 39 682 5 865 526 207 110	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131 292 135 6 792 823 41 115
	Emprunts obligataires Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063 39 682 5 865 526 207 110	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131 292 135 6 792 823 41 115
TOTAL GÉNÉRAL 39 237 673 39 054 80	Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers TOTAL dettes financières: AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS DETTES DIVERSES Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses: PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	4 505 060 6 467 776 10 972 836 133 602 4 071 780 1 754 063 39 682 5 865 526 207 110	5 941 873 4 976 115 10 917 988 129 715 4 536 557 1 964 131 292 135 6 792 823 41 115

Période du 01/01/11 au 31/12/11

Compte de Résultat









Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	14 393 088	1 887 069	16 280 156	15 344 910
Chiffres d'affaires nets	14 393 088	1 887 069	16 280 156	15 344 910
Production stockée				
Production immobilisée			172 248	112 545
Subventions d'exploitation			8 425	27 631
Reprises sur amortissements et provisions, tr Autres produits	ansfert de charges		1 480 477	812 474
Autres produits			67 805	8 540
	PRODUITS D'E	XPLOITATION	18 009 111	16 306 100
CHARGES EXTERNES Achats de marchandises [et droits de douane Variation de stock de marchandises Achats de matières premières et autres approvariation de stock [matières premières et approvariation de stock matières premières et approvariation de stock [matières premières et approvariation de stock matières premières et approvariation de stock de marchandises [et droits de douanes de stock de marchandises]	ovisionnement		14 400 059	13 058 376
	TOTAL charge	s externes :	14 400 059	13 058 376
	_			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉ	S		167 741	125 037
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			1 827 650	1 684 608
Charges sociales		_	862 028	754 531
	TOTAL charges de	personnel:	2 689 678	2 439 139
DOTATIONS D'EXPLOITATION Dotations aux amortissements sur immobilisa Dotations aux provisions sur immobilisations	ations		372 754	409 587
Dotations aux provisions sur actif circulant Dotations aux provisions pour risques et char	ges	111111111111111111111111111111111111111	48 764	96 416
	TOTAL dotations d'	exploitation :	421 518	506 003
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			45 085	16 900
	CHARGES D'E	XPLOITATION	17 724 080	16 145 453
	PÉQUITAT DE	XPLOITATION	285 030	160 647
	RESULIAL DE	AFEORATION	203 030	100 041

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2011	Net (N-1) 31/12/2010
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	285 030	160 647
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	1 177 629	7 126
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40.050	222.225
Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions et transferts de charges	16 958	966 065
Différences positives de change	141	776
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 494	641
·	1 199 221	974 607
CHARGES FINANCIÈRES		0, 1, 001
Dotations financières aux amortissements et provisions	2 784 542	
Intérêts et charges assimilées	275 951	309 690
Différences négatives de change	1 254	1 664
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères de placement		
	3 061 746	311 354
RÉSULTAT FINANCIER	(1 862 525)	663 253
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(1 577 495)	823 900
	(1 577 495)	823 900
PRODUITS EXCEPTIONNELS	(1 577 495)	823 900
		823 900 183
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 244	
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 244 5 244	183
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 244 5 244 102 455	183
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 244 5 244 102 455 38 681	183 183 30 621
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199	183 183 30 621 37 172
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334	183 183 30 621 37 172 67 792
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199	183 183 30 621 37 172
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334	183 183 30 621 37 172 67 792
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334	183 183 30 621 37 172 67 792
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions RÉSULTAT EXCEPTIONNEL Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334 (213 091)	183 183 30 621 37 172 67 792 (67 609)
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions RÉSULTAT EXCEPTIONNEL Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334 (213 091)	183 183 30 621 37 172 67 792 (67 609)
PRODUITS EXCEPTIONNELS Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges CHARGES EXCEPTIONNELLES Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions RÉSULTAT EXCEPTIONNEL Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices TOTAL DES PRODUITS	5 244 5 244 102 455 38 681 77 199 218 334 (213 091) (206 493)	183 183 30 621 37 172 67 792 (67 609) (184 980)

Annexe







And the second of the second o

Règles et Méthodes Comptables

(Code du commerce - articles 9 et 11 - Décret n°83 -1020 du 29 novembre 1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2°et 24-3°)

I - Présentation de l'activité :

La société ADVERLINE a pour activité :

- régie publicitaire sur Internet
- solution de micro paiement
- édition de sites

Les comptes de la société ADVERLINE sont consolidés en intégration globale au 31/12/11, ADVERLINE intégrant le périmètre de consolidation du groupe ADVERLINE.

La société ADVERLINE est en intégration fiscale avec les filiales détenues à 100%, à savoir SOCIETE / KP MEDIA / MAISON / M&CO ; la société ADVERLINE étant par ailleurs la société mère du groupe fiscal, elle applique le droit commun.

II - Faits marquants de l'exercice :

Les faits marquants de l'année 2011 sont les suivants :

- Transfert du siège social du 63 avenue de Villiers 75017 Paris au 5 rue de la Terrasse 75017 Paris,
- Augmentation de capital successive de 3 437,5 €, 5 000 € et 187,5 € par prélèvement sur les réserves, suite aux décisions du conseil d'administration du 13 mai 2011, 24 Juin 2011 et du 31 Juillet 2011, constatant le caractère définitif de l'attribution d'actions décidée le 29 avril 2009, 31 mars 2009 et 2 septembre 2008,
- Augmentation de capital en numéraire de 77 529,50 € par la création et l'émission de 310 118 actions au prix unitaire de 7,61 €, suite aux décisions du conseil d'administration du 23 septembre 2011 entérinant une décision d'AG du 30 Mai 2011.

Les mouvements liés aux participations sont récapitulés dans le tableau suivant :

Société	Nb titres 31/12/10	% dét.	Acquisition	Cession	Nb titres 31/12/11	Nb titres total	% dét.
Société.com	50 000,00	100,00%			50 000,00	50 000,00	100,00%
KP Média	800,00	100,00%			800,00	800,00	100,00%
Maison.com	47 000,00	100,00%			47 000,00	47 000,00	100,00%
M&Co	100,00	100,00%			100,00	100,00	100,00%
Top Départ	560,00	70,00%			560,00	800,00	70,00%
Oxeva	6 140,00	65,75%	400,00		6 540,00	9 339,00	70,03%
Vertical Mail	830,00	63,65%			830,00	1 304,00	63,65%
Distrimart	4 273,00	20,00%			4 273,00	21 363,00	20,00%
Widda	2 120,00	16,11%			2 120,00	13 157,00	16,11%
Groupedurable	12 560,00	10,90%			12 560,00	120 040,00	10,46%
Wazoo	1 600,00	40,00%			1 600,00	4 000,00	40,00%

- <u>Participation GROUPE DURABLE</u>: Les actions détenues par ADVERLINE sont diluées car elle fait suite à une attribution définitive d'actions gratuites, la participation représente désormais_10,46% du capital.

III - Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles:

Les immobilisations incorporelles sont composées de frais de développement de site valorisés au coût de production. Lorsque celle-ci est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée pour la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels 1 an

- Frais de développement 3 ans

Il y a eu 172 K€ de nouveaux frais de développement en 2011 dont 172 K€ activés en interne et 0 K€ en externe. Les principaux projets qui ont été développés en 2011 concernent la régie ADVERLINE.

Fonds de commerce

Fonds de commerce	Valeur Brute 31/12/11
Optelo	2 794 544
100 CV	472 573

Il a été procédé au 31 décembre 2011 à l'inventaire des fonds de commerce détenus par ADVERLINE. Il a été déterminé une valeur actuelle des fonds de commerce. Les critères retenus pour la valorisation d'un site internet sont l'audience pour les sites en amorçage, et le résultat d'exploitation généré pour les sites matures.

- <u>OPTELO</u>: le résultat d'exploitation généré est suffisant pour justifier de la valorisation. Le CA 2011 est de 6 322 K€ en augmentation par rapport au CA 2010 de 4 770 K€.
- 100 CV : le site est aujourd'hui intégré au pôle Edition d'Adverline qui a réalisé globalement un CA 2011 de 1 287 K€ contre 1 636 en 2010 et un REX de 99 K€ contre 162 K€ en 2010. La valeur globale du pôle édition est donc justifiée.

Au 31 décembre 2011, les valeurs estimatives suivant ces critères n'ont pas abouti à la dépréciation des fonds de commerce détenus par ADVERLINE.

b) Immobilisations corporelles:

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans les coûts de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Installations et agencements
Matériel technique
Matériel transport
Matériel de bureau et informatique
Mobilier
5 ans
2 à 3 ans
4 ans

Les règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs qui ont été appliqués par la société sont sans incidence sur le résultat net et les capitaux propres de la société.

c) Participations financières :

Société	Valeur Brute 31/12/11	Capitaux propres	% dét.	Quote part des capitaux propres
Société.com	8 122 576	5 642 681	100,00%	5 642 681
KP Média	3 653 200	-654 640	100,00%	-654 640
Maison.com	343 763	-89 676	100,00%	-89 676
M&Co	1	-2 777	100,00%	-2 777
Top Départ	113 925	-63 313	70,00%	-44 319
Oxeva	395 669	426 993	70,03%	299 023
Vertical Mail	11 074 966	1 573 028	63,65%	1 001 237
Distrimart	509 400	2 329 139	20,00%	465 871
Widda	285 106	237 396	16,11%	38 252
GroupeDurab	376 458	1 176 133	10,46%	123 061
Wazoo	1 600	NS	40,00%	NS

Il a été procédé au 31 décembre 2011 à l'inventaire des titres détenus par ADVERLINE.

La valorisation d'un site internet tient compte de trois éléments :

- son audience
- sa marque
- les revenus générés.

Les deux premiers éléments, audience et marque, sont indispensables à la création de revenus. Selon le stade de développement d'un site internet, le poids de ces trois critères évoluent.

Les participations ont été classées en trois catégories :

- 1) les sites et sociétés matures pour lesquels la génération de résultats d'exploitation ou net est à retenir.
 - a. Vertical Mail
 - b. Société.com
 - c. Distrimart
 - d. Oxeva
- 2) les sites internet qui ont connu en 2011 à la fois une croissance de l'audience mais des Résultats Nets en repli :
 - a. Top Départ
 - b. Maison
 - c. Kelprof (KP MEDIA)
- 3) Les sites qui ont fait l'objet d'une proposition d'achat ou des perspectives justifiant leur valeur :
 - a. Widda
 - b. Durable

Au 31 décembre 2011, les valeurs estimatives suivant ces critères ont abouti à la dépréciation de certaines participations détenues par ADVERLINE.

Concernant la participation KP MEDIA, l'évaluation a été effectuée selon la méthode des Cash-Flow actualisés (DCF).

Les hypothèses retenues pour l'établissement du business plan et notamment l'évolution du chiffre d'affaires concernent :

- > <u>l'activité d'origine</u>: Kelprof se positionne sur le secteur du soutien scolaire et du cours particulier, uniquement sur internet en privilégiant le modèle qui a fait son succès, celui de l'intermédiation : gratuit pour l'élève, payant pour le professeur et les organismes qui peuvent acheter les demandes des Eleves,
- > <u>la nouvelle thématique</u> : Kelprof a vocation à devenir un apporteur d 'affaires important, sur le business du service à la personne,

La participation KP MEDIA a été dépréciée à hauteur de 2,04 M€ au 31 Décembre 2011 en plus des 1,2 M€ au 31 décembre 2009.

La participation TOP DEPART a été dépréciée à hauteur de 91 K€ au 31 Décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée à 20% de sa valeur d'origine.

La participation MAISON a été dépréciée à hauteur de 220 K€ au 31 Décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée en fonction de la valeur de revente possible du nom de domaine MAISON.COM et de l'audience générée sur le site

La participation GROUPE DURABLE a été dépréciée à hauteur de 62 K€ au 31 Décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée en fonction de la valeur de revente possible de cette participation.

Les autres participations sont estimées chacune à une valeur au moins égale à leur valeur comptable.

Amortissement dérogatoire sur titres

Les frais d'acquisitions des participations financières sont inclus avec les participations financières. Ils font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans à partir de la date d'acquisition. Au 31 décembre 2011, le montant amorti est de 387 722 € dont 55 732 € de dotation.

d) Autres immobilisations financières

Celles-ci correspondent à des dépôts et cautionnements pour du matériel et des locaux immobiliers.

e) Créances clients.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Clients douteux

La méthode de dépréciation des clients douteux est la suivante :

- Dépréciation de 100 % pour les créances clients, en liquidation judiciaire ou litigieuse.

Au 31 décembre 2011, la dépréciation s'élève à 91 254 € HT contre 104 516 € HT au 31 Décembre 2010.

Factures à établir

Les factures à établir au 31 décembre 2011 s'élèvent à 2 445 048 € et se répartissent sur les activités suivantes :

- Micro Paiement : 580 143 € (contre 564 961 € au 31 décembre 2010)
- Régie et Editions : 1 101 472 € (contre 1 535 553 € au 31 décembre 2010)
- Autres : 763 433 € (contre 5 953 € au 31 décembre 2010)

La facturation liée au Micro Paiement se fait par des appels à facturation des opérateurs Télécom qui envoient leurs informations avec un décalage d'un à deux mois postérieurs aux mois générateurs du chiffre d'affaires.

Les autres montants comptabilisés en facture à établir concernent principalement la partie Régie et Edition Call Center dont le montant généré est évalué selon des méthodes de tracking, qui sont définitivement validées par les opérateurs dans les trois mois postérieurs aux mois générateurs du chiffre d'affaires.

Le montant comptabilisé en Autres correspond aux refacturations internes de mises à disposition de personnel aux filiales.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2011 s'élèvent à 207 110 € et se répartissent comme suit :

- Régie : 71 139 € (contre 0 € au 31 décembre 2010) lié à du chiffre d'affaires facturé à la commande
- Autres : 135 971 € (contre 41 115 € au 31 décembre 2010) lié aux transfert de charges groupe.

f) Valeurs de placements

Il existe des valeurs de placements au 31 Décembre 2011 :

- Compte à Terme pour 2 M€ qui génère un intérêt couru de 6,5 K€.
- 9 189 actions propres ADVERLINE valorisées 40 K€ et qui génèrent une plus value latente de 1 K€.

g) Comptes courants

Il existe des comptes courants intra-groupes au 31 Décembre 2011 :

- Le compte courant avec MAISON compte tenu de la valeur de la participation a été déprécié à 100%, soit 369 K€ de dépréciation, provision réintégrée fiscalement.

h) Transfert de charges

La société comptabilise en transfert de charges, les refacturations à ses filiales ou à des tiers des charges portées par elle-même à savoir : loyer, fournitures, assurances groupe, mise à disposition de personnel et du management

Le montant de refacturation au 31 Décembre 2011 est de 1 418 K€ contre 704 K€ au 31 Décembre 2010.

i) Autres informations

La société ADVERLINE est une société Anonyme à Conseil d'administration.

Le siège social est au 5 rue de la Terrasse 75017 PARIS depuis le 1^{er} Juin 2011.

Elle possède un effectif de 33 salariés.

Le capital social est composé de 5 601 213 actions d'une valeur nominale de 0,25 € entièrement libérées.

Conformément à la réglementation comptable, la société a appliqué à compter du 1er Janvier 2005 les règlements CRC 02-10, 03-07 et 04-06. Cette application des nouvelles règles comptables n'a pas d'incidence sur les comptes annuels de cet exercice.

Indemnités de fin de carrière :

Le code du travail ou la convention collective dont dépend l'entité prévoit des indemnités de fin de carrière.

Aucun accord particulier y dérogeant n'a été signé.

Cependant, aucune provision n'a été constatée étant donné l'âge et l'ancienneté des salariés.

Droits individuels à la formation :

La Loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la forma tion professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L 933-1 et L 933-6 du Code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de droit privé un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de 6 ans. Les actions de formation de la société n'ayant pas donné lieu à un accord préalable entre l'entreprise et les salariés, l'ensemble des droits individuels à la formation restent ouverts au 31 décembre 2011, ces heures n'ayant pas donné lieu à demande.

Crédits d'Impôts:

- Crédit Impôt Recherche : Au titre des comptes annuels du 31 Décembre 2011, la société a comptabilisé pour 35 243 € de crédit impôt recherche.
- Crédit Impôt pour Dépenses de Prospection Commerciale : Au titre des comptes annuels du 31 Décembre 2011, la société n'a pas comptabilisé de crédit impôt export.

Changement de méthode comptable :

Aucun changement de méthode comptable.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires des commissaires aux comptes figurant en charge au 31 Décembre 2011 se sont élevés à 51 000 €

Engagement hors bilan:

Outre les dettes garanties par des sûretés réelles, la société a les engagements suivants :

VERTICAL MAIL: promesse d'achat de la société portant sur 36,35 % du capital de VERTICAL MAIL. Cette promesse d'achat pourra être exercée par les associés minoritaires du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2014 sur la base d'une valorisation de la société de neuf fois le résultat d'exploitation de l'exercice précédant la levée d'option. En parallèle, les associés minoritaires de la société VERTICAL MAIL ont consenti à ADVERLINE une promesse de vente portant sur un total de 36,35% du capital. Cette promesse de vente pourra être exercée par ADVERLINE du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017 sur la base d'une valorisation de la société de neuf fois le résultat d'exploitation de l'exercice précédant la levée d'option.

Covenants Bancaires:

A titre d'information, au titre des emprunts souscrits avec Banque Populaire et Crédit du Nord, ADVERLINE s'engage à ce que, à chaque date de publication de ses comptes annuels consolidés, les ratios suivants, définis ci-dessous, soient respectés, à savoir :

R1: Dettes Financières Nettes / Capitaux Propres Consolidés, soit strictement inférieur à 1

R2 : Dettes Financières Nettes / CAF, soit strictement inférieur à 4

Au vu des comptes consolidés, ces ratios sont strictement respectés au 31 Décembre 2011.

IV - Evènements post-clôture :

Pas d'événements post-clôture.

300 538

ADVERLINE

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles	5 091 984		172 248
TOTAL immobilisations incorporelles :	5 091 984		172 248
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 9 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales Installations techniques et outillage industriel	14 383		
Installations générales, agencements et divers Matériel de transport	30 350		34 746 26 877
Matériel de transport Matériel de bureau, informatique et mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	171 396		56 667
TOTAL immobilisations corporelles :	216 129		118 290
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations Autres titres immobilisés	24 876 664		10 000
Prêts et autres immobilisations financières	201 926		
TOTAL immobilisations financières :	25 078 590		10 000

TOTAL GÉNÉRAL

30 386 703

220 576

30 466 665

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles:		53 550 53 550	5 210 682 5 210 682	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Install. techn., matériel et out. industriels Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes		14 383 30 350 60 539	34 746 26 877 167 525	
TOTAL immobilisations corporelles:		105 271	229 147	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Participations mises en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés			24 886 664	
Prêts et autres immo. financières		61 755	140 172	
TOTAL immobilisations financières :		61 755	25 026 836	

TOTAL GÉNÉRAL

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'étab. et de développement.	4.254.020	264.752		4 040 704		
Autres immobilisations incorporelles	1 354 028	264 752 264 752		1 618 781		
TOTAL immobilisations incorporelles :	1 354 028	204 / 52		1 618 781		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Constructions installations générales						
Installations techn. et outillage industriel	14 383	İ	14 383			
Inst. générales, agencements et divers	4 320	4 726	6 850	2 197		
Matériel de transport		3 016		3 016		
Mat. de bureau, informatique et mobil.	115 425	48 272	56 662	107 035		
Emballages récupérables et divers						
TOTAL immobilisations corporelles :	134 129	56 014	77 894	112 248		

TOTAL GENERAL	1 488 157	320 766	77 894	1 731 029
	·		•	
VENTILATIONS DES D	OTATIONS AUX AMO	RTISSEMENTS DE	L'EXERCICE	
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amo	ortissements Amo	ortissements An	nortissements

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL immobilisations incorporelles :					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales					
Installations techniques et outillage industriel					
Installations générales, agencements et divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier					
Emballages récupérables et divers					
TOTAL immobilisations corporelles :					
Frais d'acquisition de titres de participations					

TOTAL GÉNÉRAL	
---------------	--

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	140 172		140 172
TOTAL de l'actif immobilisé :	140 172		140 172
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	96 512		96 512
Autres créances clients	8 380 072	8 380 072	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			1 1 1 1 1
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	618 172	618 172	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	2 728 507	2 728 507	
Débiteurs divers	43 833	43 833	
TOTAL de l'actif circulant :	11 867 096	11 770 584	96 512
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	258 591	258 591	

TOTAL GÉNÉRAL	12 265 859	12 029 175	236 683
---------------	------------	------------	---------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	4 505 060	1 499 045	3 006 015	
Emprunts et dettes financières divers	98 724	98 724		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 071 780	4 071 780		
Personnel et comptes rattachés	129 335	129 335		
Sécurité sociale et autres organismes	192 900	192 900	# # # # # # # # # # # # # # # # # # #	
Impôts sur les bénéfices	30 164	30 164		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 322 226	1 322 226		
Obligations cautionnées); ; ; ;	
Autres impôts, taxes et assimilés	53 659	53 659		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés	6 369 051	6 369 051	1 1 1	
Autres dettes	39 682	39 682		
Dette représentat. de titres empruntés		777		
Produits constatés d'avance	207 110	207 110	1 1 1	

TOTAL GÉNÉRAL 17 019 692 14 013 677 3 006 015

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992	331 991	55 732		387 722
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	331 991	55 732		387 722
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.		:		
Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et				
fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	130 964	73 454	5 244	199 174
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	130 964	73 454	5 244	199 174
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières	1 200 000	2 415 930		3 615 930
Prov. sur autres immo. imancieres Provisions sur stocks et en cours	1 200 000	2 4 13 330		0 0 10 000
Provisions sur comptes clients	104 517	48 764	62 027	91 254
Autres provisions pour dépréciation		368 612		368 612
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 304 517	2 833 305	62 027	4 075 796
TOTAL GÉNÉRAL	1 767 471	2 962 491	67 270	4 662 692

Liste des Filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeur Comptable des titres détenus Brute	Valeur Comptable des titres détenus Nette	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. filiales à 100% du capital détenu										
SOCIETE KP MEDIA MAISON	76 000 37 000 47 000	5 642 682 (654 640) (89 676)	100% 100% 100%	8 122 576 3 653 200 343 763	8 122 576 410 735 123 895	1 497 102 814 178 367 989	000	4 483 605 142 235 92 442	1354156 (538180) (155817)	
2. filiales entre 50 et 100% du capital détenu								!		
TOPDEPART OXEVA VERTICAL MAIL	8 000 86 853 50 000	(63 313) 426 993 1 573 028	70% 70% 64%	113 925 405 669 11 074 966	22 785 405 669 11 074 966	48 314 0 0	000	7117 931159 5 010 807	(29 361) (114 893) 1 553 346	168 069 1 009 559
3. participations (10 à 50% du capital détenu)										
WIDDA DISTRIMART GROUPE DURABLE	13 157 195 406 120 040	237 396 2 329 139 1 176 133	16% 20% 10%	285 106 509 400 376 457	285 106 509 400 314 000	2 982 0 0	000	360 025 1 769 157 1 856 302	(157 511) 167 344 113 272	
4. participations non significatives, sans activités										
M&CO WAZOO	5 000	(2 777)	100%	1 1 600	1 1600	941	00	3 000	2 800	

Montant
23 687
2 067 316 182 84

TOTAL 2 273 845

Produits à Recevoir

ADVERLINE

Période du 01/01/11 au 31/12/11

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	1
Créances	2 p 2 c 2 c 2 c 2 c 2 c 2 c 2 c 2 c 2 c
Créances clients et comptes rattachés	2 445 049
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	6 498
Disponibilités	

TOTAL 2 451 547

Charges et Produits Constatés d'Avance

ADVERLINE

Période du 01/01/11 au 31/12/11

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	258 591	207 110
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		

	TOTAL	258 591	207 110

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	5256595	0,25
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	344618	0,25
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5601213	0,25

⁻ Augmentation de capital successive de 3 437,5 €, 5 000 € et 187,5 € par prélèvement sur les réserves, suite aux décisions du conseil d'administration du 13 mai 2011, 24 Juin 2011 et du 31 Juillet 2011, constatant le caractère définitif de l'attribution d'actions décidée le 29 avril 2009, 31 mars 2009 et 2 septembre 2008,

⁻ Augmentation de capital en numéraire de 77 529,50 € par la création et l'émission de 310 118 actions au prix unitaire de 7,61 suite aux décisions du conseil d'administration du 23 septembre 2011 entérinant une décision d'AG du 30 Mai 2011

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes	
POSTES DU BILAN	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	ou créances représentées par effets de commerce	
Capital souscrit non appelé				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		a de servicio de s		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		and an analysis of the second		
Participations				
Créances rattachées à des participations		2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2		
Prêts				
Autres titres immobilisés				
Autres immobilisations financières				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	71 632	979 273		
Autres créances	51 749	2 725 525		
Capital souscrit appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires		7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.7.		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1		
Emprunts et dettes financières divers		6 368 277		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	297 576	775 144		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		110000000000000000000000000000000000000		
Autres dettes	6 966			

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	Montant
REGIE	8 670 709
MICROPAIEMENT	6 322 473
EDITIONS	1 286 974

TOTAL	16 280 156

RÉPARTITION PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE	Montant
FRANCE	14 393 087
HORS FRANCE	1 887 069

	 TOTAL	16 290 156
	TOTAL	10 200 100

Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

ADVERLINE

Période du 01/01/11 au 31/12/11

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	(1 577 495)	
Résultat exceptionnel (hors participation)	(213 091)	
Résultat comptable (hors participation)	(1 790 585)	
	1	!

ADVERLINE est en integration fiscale avec SOCIETE, KP MEDIA, MAISON et M&CO

Accroissements et Allègements Dettes Futures d'Impôts

ADVERLINE

Période du 01/01/11

au 31/12/11

33,33

Taux prévisionnel d'imposition :

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	Montant
Accroissements	
Provisions règlementées :	
- amortissements dérogatoires	55 732
- provisions pour hausse des prix	
- provisions pour fluctuation des cours	
Autres:	
CVAE	2
C3S	

TOTAL DES ACCROISSEMENTS	55 732
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- pour congés payés	
- participation des salariés	
Autres :	
CVAE	26 269
C3S	5 838

	TOTAL DES ALLÈGEMENTS	32 107
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		

RUBRIQUES	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 481 374
Emprunts et dettes financières divers	
VERTICAL MAIL : Nantissement de 653 et 177 actions	
KP MEDIA : Nantissement de 800 actions	
SOCIETE : Nantissement de 50 000 actions	
- au profit de Crédit du Nord pour un prêt de 3 3 08 K€ : 2 275 714 € (solde emprunt au 31/12/211)	
- au profit de la banque populaire pour un prêt de 3 308 K€ : 2 205 660 € (sodle emprunt au 31/12/11)	

TOTAL 4 481 374

Rémunération Globale et par Catégorie des Dirigeants

Période du 01/01/11

au 31/12/11

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	Montant
Des organes d'administration	
Des organes de direction et de surveillance	670 420

	TOTA	

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	25	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	8	
Ouvriers		

TOTAL	33	

EXERCICES	24/42/2044	24/42/2042	24/42/2000	24/42/2222	
NATURES DES INDICATIONS	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Capital social en fin d'exercice					
Capital social Nombre des actions :	1 400 303	1 314 149	1 296 187	1 284 687	1 267 983
-ordinaires existantes	5601213	5256595	5184746	5138746	5071930
-à dividende prioritaire existantes (sans droit de vote)					
Nombre maximal d'actions futures à créer :	** ** ** ** ** ** ** ** ** ** ** ** **				
-par conversion d'obligations					
-par exercice de droits de souscription	60500	96562	143612	172386	210509
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	16 280 156	15 344 910	11 603 391	16 690 889	16 448 585
Résultat avant impôts, participation des salariés					
et dotations aux amortissements et provisions	1 425 403	1 190 764	929 659	348 620	1 143 488
Impôts sur les bénéfices	(206 493)	(184 980)	(340 706)	(183 445)	58 290
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés,					
et dotations aux amortissements et provisions	(1 584 092)	941 271	(355 184)	111 291	714 058
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salriés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0	0	0		0
avant dotations aux amortissements et provisions	U	U	U		U
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amortissements et provisions	(0)	0	(0)		0
dotations aux amortissements et provisions	(0)	0	(0)		0
Dividende attribué à chaque action					
Effectif					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	33	38	30	30	25
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 827 650	1 684 608	1 460 725	1 409 392	1 096 659
Montant des sommes versées au titre des avantages					
sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales)	862 028	754 531	632 426	604 405	480 726



RAPPORT DE GESTION



Société anonyme au capital de 1 409 831,25 € 5 rue de la Terrasse – 75017 PARIS 428 723 266 R.C.S. PARIS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALEORDINAIRE

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE EXERCICE 2011

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire à l'effet de vous rendre compte de l'activité d'ADVERLINE au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et soumettre à votre approbation l'ordre du jour suivant :

- rapport de gestion du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'année 2011 et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011,
- □ rapports du commissaire aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
- □ examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et de ces conventions,
- □ rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011,
- quitus aux administrateurs et décharge de sa mission au commissaire aux comptes,
- □ affectation du résultat.
- ☐ fin du mandat des commissaires aux comptes et nomination de commissaires aux comptes ;
- autorisation à donner au conseil d'administration afin de procéder au rachat d'actions de la société conformément aux dispositions des articles L.225-209-1 et suivants du Code de commerce :

Les convocations prescrites par la loi ont été régulièrement publiées et adressées aux actionnaires titulaires d'actions inscrites en comptes nominatifs et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

* *

A. EVENEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE 2011

L'année 2011 est marquée par une forte progression de la rentabilité et du résultat net avant dotation aux écarts d'acquisition qui passe de 1 919 K€ en 2010 à 2 397 K€ en 2011.Lerésultat d'exploitation atteint 19,2% contre 17,4% en 2010 soit une progression de 17,2 %, 4 781 K€ contre 4 076 K€ en 2010.

Le résultat net de l'ensemble consolidé hors dotations aux amortissements des écarts d'acquisition est en progression de 15,5% et atteint 2 942 K€ contre 2 568 K€ l'année précédente.

L'année 2011 fait ressortir un chiffre d'affaires consolidé de 24 891 K€ contre 23 379 K€ en 2010, soit une progression de 6,5 % :

- la régie publicitaire internet a connu une année de consolidation en 2011 après une très forte hausse en 2010. La régie publicitaire emailing B2B a réalisé une très bonne année 2011.L'environnement économique difficile a évidemment pesé sur le dernier semestre et plus particulièrement sur la publicité mais au final, le chiffre d'affaires Régie de l'année atteint 13 454 K€ en très légère baisse -1,3%;
- le chiffre d'affaires de l'Edition atteint 5 114 K€ en progression de 2,7% (hors revenus publicitaires dont le chiffre est consolidé dans celui de la Régie) ;
- le chiffre d'affaires du Micropaiement est en forte croissance et atteint 6 322 K€ contre 4 769 K€ grâce à la signature de nombreux nouveaux contrats.

Autres faits marquants

La société a déménagé en juin 2011 et a regroupé l'ensemble de ses filiales dans un immeuble situé 5, rue de la Terrasse Paris 17^{ème}. Le choix a été fait de rester dans Paris intra muros afin de rendre attractive la localisation et de permettre à une population de salariés jeune et souvent non motorisée d'accéder facilement aux locaux.

Ce regroupement et cet agrandissement permettront de développer de nouvelles synergies entre les différentes activités et sociétés et également de suivre la croissance future sans contrainte d'espace puisque les locaux sont passés de 800 m2 à 1200 m2; une partie étant sous-louée pour des raisons de rentabilité.

Adverline a réalisé une augmentation de capital avec la société de gestion OTC Asset Management et la Financière d'Uzès. Elle permettra au groupe de financer son développement dans ses différents métiers (Publicité, Micro-paiement, Edition). Elle s'est faite par émission d'actions nouvelles au prix de 7,61 euros par action pour un montant en numéraire de 2 360 000 € (prime d'émission comprise).

Evolution de la structure capitalistique du groupe :

• En mai:

• augmentation du capital de la société de 3 437,50 € par prélèvement sur les réserves, constatée par le conseil d'administration le 13 mai 2011 à la suite de l'attribution définitive d'actions gratuites décidée le 29 avril 2009.

En juin :

• augmentation du capital de la société de 5 000,00 € par prélèvement sur les réserves, constatée par le conseil d'administration le 24 juin 2011 à la suite de l'attribution définitive d'actions gratuites décidée les 10 octobre 2007 et 2 septembre 2008

En juillet :

• augmentation du capital de la société de 187,50 € par prélèvement sur les réserves, constatée par le conseil d'administration le 31 juillet à la suite de l'attribution définitive d'actions gratuites décidée le 17 juin 2008

En septembre :

■ augmentation du capital de la société de 77 529,50 € en numéraire, assortie d'une prime d'émission de 2 282 468,48 € au terme d'une décision du conseil d'administration sur délégation de l'assemblée générale. Le rapport complémentaire du conseil et du commissaire aux comptes sur cette opération ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social dans les délais légaux, ils seront présentés à l'assemblée.

B. EVOLUTION ET RESULTATS PAR ACTIVITE

De fortes synergies sont en œuvre au sein des différentes activités, permettant leur développement mutuel et complémentaire.

L'activité de régie publicitaire représente 54 % du chiffre d'affaires, tandis que les activités de micro-paiement et d'édition représentent respectivement 25,5 % et 20,5 % du chiffre d'affaires.

Régie publicitaire

Le chiffre d'affaires de cette activité s'est élevé à 13 454 K€ contre 13 630 K€ en 2010.

En 2011, la crise économique a provoqué un net ralentissement des investissements publicitaires au 2ème semestre 2011 hors réseaux sociaux et notamment Facebook et le format vidéo. Par ailleurs, 2011 a été une année de consolidation pour la régie publicitaire internet après une très forte progression en 2010, +36%. La fin d'année a été marquée par la signature de nouveaux contrats comme Media 365 qui viennent compenser le départ de seloger.com.

La régie publicitaire emailing B2B a connu une excellente année 2011.

Edition

Le chiffre d'affaires de cette activité s'est élevé à 5 114 K€ contre 4 978 K€ en 2010.

La société SOCIETE a connu une croissance importante tant de son chiffre d'affaires que de son résultat. Ceci s'explique par le développement de nouveaux produits et services sur le site www.societe.comet par l'accélération du chiffre d'affaires du site www.annuaire.com. Enfin, SOCIETE a lancé un nouveau site en juillet 2011 sur les dirigeants, www.dirigeant.com dont l'audience dépassait déjà le million de visiteurs uniques Analytics fin 2011 et qui a lui aussi contribué à la croissance. Ce sont désormais 3 sites majeurs qui sont édités par SOCIETE.

MAISON.COM connaît une augmentation importante du nombre de publications et des bloggers continuent à rejoindre le site attirés par son modèle économique : création de contenu rémunérée

par la publicité. La proximité avec la régie permet d'ailleurs aux commerciaux de proposer aux annonceurs des plans media de plus en plus spécifiques, et notamment la rédaction de publireportages rédigés par les propres contributeurs de MAISON.COM.

KELPROF poursuit son développement et a signé en fin d'année plusieurs contrats de partenariats avec les principaux leaders des cours particuliers.

Micro paiement en ligne

Cette activité, exploitée par ADVERLINE sous la marque OPTELO.COM, est en forte croissance +32.5% et a atteint un chiffre d'affaires de 6 322K€.

C. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

ADVERLINE a poursuivi le développement des applications spécifiques.

Les frais de R&D se sont élevés à 893 K€ pour le Groupe.

2. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET ANALYSE DES RESULTATS DE LA SOCIETE ADVERLINE

A. COMPTES SOCIAUX

Les comptes ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et en observant les principes de prudence et de sincérité.

Les comptes annuels vous donnent une connaissance complète des résultats et de l'activité de la société au cours de l'exercice 2011.

En ce qui concerne le compte de résultat, le chiffre d'affaires s'est élevé à 16 280 K€ contre 15 345 K€, en progression de 6,09 %.

Les produits d'exploitation se sont élevés à 18 009 K€ contre 16 306 K€ l'exercice précédent, et les charges d'exploitation ressortent à 17 724K€, comprenant les postes suivants :

⇒ autres achats et charges externes :	14 400 K€,
⇒ impôts et taxes :	167 K€,
⇒ salaires et charges :	2 689 K€,
⇒ dotations aux amortissements sur immobilisations :	372 K€,
⇒ dotations aux amortissements sur actif circulant :	48 K€.
⇒ les autres charges	45 K€.

Le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 285 K€, contre un résultat d'exploitation bénéficiaire de 161 K€ en 2010.

Compte tenu d'un résultat financier déficitaire de 1 862 K€, essentiellement composé par la dépréciation des titres de participation et des comptes courants pour 2 784 K€, contre un résultat financier bénéficiaire de 663 K€ en 2010.

Le résultat courant avant impôts est déficitaire de 1 577 K€ contre un résultat courant avant impôt bénéficiaire de 824 K€ en 2010.

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 213 K€ contre un résultat exceptionnel déficitaire de 68 K€ en 2010.

Après la prise en compte d'une économie d'impôt sur les bénéfices de 206 K€ et compte tenu de ce qui précède, l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'est traduit par un résultat déficitaire de 1 584 K€.

Nous vous rappelons que le résultat de l'exercice 2010s'était traduit par un bénéfice de 941 K€.

B. SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE - PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES LIES A L'ACTIVITE – UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Situation financière – endettement

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres s'élèvent à 21 859K€.

L'endettement bancaire d'ADVERLINE au 31 décembre 2011 s'élève à 4 505 K€ dont 1 499 K€ à court terme.

Les dettes à l'égard du groupe s'élèvent à 6 369 K€.

Risques liés à l'activité

Les marchés sur lesquels est présente ADVERLINE sont soumis à de nombreuses réglementations au respect desquels la société est tenue, et dont les évolutions peuvent affecter significativement sa situation.

En outre, l'activité de la société peut être affectée par l'évolution du comportement des principaux acteurs présents sur ses marchés et notamment des moteurs de recherche.

Enfin, l'activité de la société est soumise aux risques technologiques de l'Internet.

La société a pris les mesures raisonnables pour faire face à l'ensemble de ces risques clairement identifiés et partagés avec tous ses compétiteurs.

Risques liés à l'organisation interne

Les performances d'ADVERLINE dépendent de la stabilité et de l'adaptabilité de son organisation principalement sur un plan humain compte tenu de la taille réduite de ses équipes.

L'implication des dirigeants et des équipes dans le capital demeure un facteur de stabilité, d'attractivité et de motivation.

Risques financiers

Comme nous vous l'indiquions l'année précédente, l'exposition de la société aux risques de trésorerie tient principalement aux délais de paiement des annonceurs, ainsi que des opérateurs et facilitateurs concernant le micro-paiement, ce qui génère d'importants besoins en trésorerie.

Le risque d'insolvabilité des clients est faible compte tenu de leur taille, de leur faible concentration, de leur diversification et de leur renouvellement régulier.

Le risque de taux d'intérêt est faible et aucune couverture spécifique n'a été mise en place.

Par ailleurs, la société réalise l'essentiel de ses opérations dans la zone euro, et n'est exposée à aucun risque de change significatif.

La société n'utilise pas pour la gestion de sa trésorerie d'instruments financiers nécessitant des indications particulières pour apprécier sa situation financière et ses résultats.

Autres risques

Compte tenu de la nature des activités de la société, celle-ci n'est exposée à aucun risque spécifique lié à l'environnement.

Une information complète sur l'ensemble des risques affectant la société figure dans le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers (AMF) sous le numéro 07-320 le 14 septembre 2007 disponible sur site de la société (www.adverline.com) et sur le site de l'AMF (www.amf-france.org).

C. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le 30 mars 2012 est intervenue une augmentation du capital de la société de 4 140,50 € par prélèvement sur les réserves, constatée par le conseil d'administration le 24 juin 2011 à la suite de l'attribution définitive d'actions gratuites décidée le 10 octobre 2007.

Le 30 avril 2012 est intervenue une augmentation du capital de la société de 5 387,50 € par prélèvement sur les réserves, constatée par le conseil d'administration le 30 avril 2012 à la suite de l'attribution définitive d'actions gratuites décidées le 22 avril 2010, 21 avril 2010 et 29 avril 2009.

Une réduction de capital par rachat d'actions est en cours dans la société GROUPE DURABLE.COM. ADVERLINE a sollicité le rachat de la totalité de ses actions. Le délai d'opposition des créanciers n'est pas encore clos à la date d'établissement du présent rapport.

Aucun autre événement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Evolution récente et perspectives

Les premiers résultats de 2012 permettent de constater une poursuite de la croissance et notamment des pôles Edition et Micropaiement.

Régie publicitaire sur Internet

Le marché publicitaire plurimedia connaît un début d'année en demi teinte en raison de la crise et des élections présidentielles en France. Malgré cela, les performances de la Régie sont stables par rapport au début de l'année 2011.

La fréquentation d'Internet poursuit toutefois sa progression ce qui devrait continuer à favoriser le marché publicitaire sur ce média.

La régie publicitaire ADVERLINE vient d'être accréditée par FACEBOOK en tant qu'Advertising Provider et figure désormais dans la short list mondiale des 87 sociétés autorisées à monétiser les applications Facebook. Seules les régies ayant obtenu cette accréditation sont autorisées à gérer et monétiser les espaces publicitaires des applications du plus grand réseau social mondial. ADVERLINE est donc habilité à prendre en régie les applications disponibles sur FACEBOOK, un marché qui séduit chaque mois entre 10 et 13 millions de Visiteurs Uniques* ultra ciblés.

Elle a renouvelé les principaux contrats de régie sur l'année 2011, hormis seloger.com et vient de signer un nouveau contrat important avec LOGICIMMO.

ADVERLINE reste donc parfaitement positionnée pour bénéficier de la vitalité du marché publicitaire sur Internet.

Edition

Les activités Edition continuent à se développer avec vigueur. Les sites historiques dont www.societe.com/connaissent une forte croissance complétée par les relais des sites lancés comme www.annuaire.com et www.dirigeant.com. Ce pôle de sites B2B devient largement leader sur son secteur.

Les autres sites poursuivent leur développement.

Micro paiement en ligne

Le micropaiement connait un début d'année en croissance grâce aux nombreux contrats signés en fin d'année 2011 dont celui avec <u>www.seloger.com</u>.

D. FILIALES ET PARTICIPATIONS

a) Prises de participations intervenues au cours de l'exercice

ADVERLINE a augmenté le montant de sa participation dans le capital social d'**OXEVA** (481 681 724 RCS PARIS) et en détient désormais 70,03 % à la suite de l'acquisition auprès de minoritaires sortants de 4,28 % du capital.

b) Situation des filiales et sociétés contrôlées

Au cours de l'exercice 2011, l'activité des filiales et sociétés contrôlées par ADVERLINE, qui exercent toutes leur activité dans le domaine d'Internet, a été la suivante :

POLE EDITION

> <u>SAS SOCIETE</u> (428 116 065 RCS PARIS - 100 % du capital) éditrice des sites **Société.com,annuaire.com et dirigeant.com**, spécialisé dans la diffusion d'informations juridiques et financières sur les entreprises ;

les nouveaux produits et services, les travaux portant sur l'audience et le référencement ainsi que le succès des sites www.annuaire.com et www.dirigeant.com ont permis à SOCIETE de demeurer leader dans son domaine.

L'exercice 2011 a connu une large progression du chiffre d'affaires de +38,5% qui s'est élevé à 4 484 K€ contre 3 237 K€ en 2010.

Le résultat bénéficiaire net s'élève à 1 354 K€ contre 937 K€ en 2010, soit +44,5%.

MAISON.COM SAS (431 904 838 RCS PARIS) société éditrice du site MAISON.COM et dont ADVERLINE détient 100 % du capital.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011, et a réalisé un chiffre d'affaires de 92 K€ en baisse de 30% par rapport à l'exercice précédent et un résultat net déficitaire de 156 K€ contre un résultat bénéficiaire de 15K€ en 2010.

> <u>SAS KP MEDIA</u> (451 095 590 RCS PARIS - 100 % du capital) éditrice du site **kelprof.com** spécialisé dans la mise en relation de professeurs et d'élèves pour la prise de cours particuliers.

Au titre de son dernier exercice social clos le 31 décembre 2011, cette société a réalisé un résultat net négatif de 538 K€ contre 114 K€ en 2010. La perte de 2011 de 538 K€ est la conséquence de la dépréciation des titres de participation ECZOD qui s'élève à 450 K€.

La réorientation du modèle économique entreprise au cours de l'exercice 2010 ainsi que la réduction des coûts de fonctionnement ont entrainé une forte amélioration du résultat d'exploitation et permettent d'envisager un bénéfice en 2012.

ECZOD (492 821 228 RCS ANGERS) qui anime un site de contenu pédagogique payant (mathsfaciles.com) et dont KP MEDIA détient 50 % du capital.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011, et a réalisé un chiffre d'affaires de 175 K€ contre 330 K€ en 2010 et un résultat déficitaire de 47 K€ contre un bénéfice de 62 K€ en 2010.

➤ <u>SARLTOPDEPART</u> (491 667 622 RCS PARIS) qui édite le site TOPDEPART.COM spécialisé dans la thématique des voyages et dont ADVERLINE détient 70 % du capital.

Cette société a clos son exercice le 31 décembre 2011 et a réalisé un chiffre d'affaires de 7K€ contre 23 K€ en 2010 et une perte de 29 K€ contre un résultat net déficitaire de 21 K€ en 2010.

➤ <u>LEXODE</u> (497 593 913 RCS PARIS) qui anime un site communautaire destiné aux 12-24 ans et dont OXEVA détient 100 % du capital.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011, et a réalisé un chiffre d'affaires de 72 K€ contre 88 K€ en 2010 et une perte nette de 84 K€ contre une perte de 13 K€ en 2010.

POLE PUBLICITAIRE

➤ <u>SAS VERTICAL MAIL</u> (408 335 933 RCS PARIS) société spécialisée dans l'emailing qui édite également des sites internet et notamment « salon on line », premier portail des salons et événements professionnels et dont ADVERLINE détient 63,65 % du capital.

Au titre de son dernier exercice social clos le 31 décembre 2011, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de5 011K€ contre 4 958 K€ en 2010 et un résultat net de1 553 K€ contre 1 482K€ en 2010.

> <u>SAS OXEVA</u> (481 681 724 RCS PARIS) régie publicitaire en ligne spécialisée sur les 12-24 ans et développant une activité d'hébergement de sites Internet et dont ADVERLINE détient 70,03 % du capital à la suite de l'acquisition auprès de minoritaires sortants de 4,28 % du capital.

Au titre de son dernier exercice social clos le 31 décembre 2011, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 931K€ contre 722 K€ en 2010 et un résultat net négatif de 115 K€ contre un résultat net bénéficiaire de 241 K€ en 2010.

> SARL M&CO (488 967 878 RCS PARIS) société spécialisée dans l'achat d'espace publicitaire et dont ADVERLINE détient 100 % du capital.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011. Elle a réalisé un chiffre d'affaire de 3 K€ et un résultat bénéficiaire de 3 K€.

SARL WAZOO MEDIA (481 149 342 RCS PARIS) dont ADVERLINE détient 40 % du capital social ; cette société a été mise en sommeil en 2006

c) Participations

ADVERLINE détient les participations suivantes :

➤ <u>SAS DISTRIMART</u> (399 699 099 RCS PARIS - 20 % du capital) éditrice du moteur de recherche Decofinder.com spécialisé dans la décoration ;

Cette société a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 1 769K€ contre 1 833 K€ en 2010et un résultat bénéficiaire de 167 K€ contre 170 K€ en 2010.

➤ SAS GROUPE DURABLE.COM (499 425 700 RCS Paris 10,46% du capital) cette société est spécialisée dans l'internet vert et le développement durable et solidaire notamment à travers ses sitesDURABLE.COM, IDEESMAISON.COM et son moteur de recherche solidaire VEOSEARCH.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 856 K€ en croissance de 83% contre 1 011 K€ en 2010 et un résultat bénéficiaire de 113 K€ contre 81 K€ en 2010.

SARL WIDDA (499 102 325 RCS PARIS –16,11% DU CAPITAL) cette société édite Kazeo, plateforme de blogs personnalisables.

Cette société a clos son exercice social le 31 décembre 2011, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 360 K€ contre 785 K€ en 2010 un résultat déficitaire de 157 K€ contre un résultat déficitaire de 263 K€ en 2010.

d) Valorisation des titres de participations

ll a été procédé au 31 décembre 2011 à l'inventaire des titres détenus par ADVERLINE.

La valorisation d'un site internet tient compte de trois éléments :

- son audience
- sa marque
- les revenus générés.

Les deux premiers éléments, audience et marque, sont indispensables à la création de revenus. Selon le stade de développement d'un site internet, le poids de ces trois critères évoluent.

Les participations ont été classées en trois catégories :

- 1) les sites et sociétés matures pour lesquels la génération de résultats d'exploitation ou net est à retenir.
 - a. VERTICAL MAIL
 - b. Societe.com
 - c. DISTRIMART
 - d. OXEVA
- 2) les sites internet qui ont connu en 2011 à la fois une croissance de l'audience mais des Résultats Nets en repli :
 - a. TOP DEPART
 - b. Maison
 - c. KELPROF (KP MEDIA)

- 3) Les sites qui ont fait l'objet d'une proposition d'achat ou des perspectives justifiant leur valeur :
 - a. WIDDA
 - b. Durable

Au 31 décembre 2011, les valeurs estimatives suivant ces critères ont abouti à la dépréciation de certaines participations détenues par ADVERLINE.

Concernant la participation KP MEDIA, l'évaluation a été effectuée selon la méthode des Cash-Flow actualisés (DCF).

Les hypothèses retenues pour l'établissement du business plan et notamment l'évolution du chiffre d'affaires concernent :

- ▶ <u>l'activité d'origine</u>: Kelprof se positionne sur le secteur du soutien scolaire et du cours particulier, uniquement sur internet en privilégiant le modèle qui a fait son succès, celui de l'intermédiation: gratuit pour l'élève, payant pour le professeur et les organismes qui peuvent acheter les demandes des élèves,
- ➤ <u>la nouvelle thématique</u> : K (a vocation à devenir un apporteur d'affaires important, sur le business du service à la personne,

La participation KP MEDIA a été dépréciée à hauteur de 2,04 M€ au 31 décembre 2011 en plus des 1,2 M€ au 31 décembre 2009.

La participation TOP DEPART a été dépréciée à hauteur de 91 K€ au 31 décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée à 20% de sa valeur d'origine.

La participation MAISON a été dépréciée à hauteur de 220 K€ au 31 décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée en fonction de la valeur de revente possible du nom de domaine MAISON.COM et de l'audience générée sur le site

La participation GROUPE DURABLE a été dépréciée à hauteur de 62 K€ au 31 décembre 2011. La valeur de cette participation a été estimée en fonction de la valeur de revente possible de cette participation.

Les autres participations sont estimées chacune à une valeur au moins égale à leur valeur comptable.

3. COMPTES CONSOLIDES

a) Revue d'ensemble

Le périmètre de consolidation comprend désormais les sociétés suivantes :

Société	Pourcentage de détention	Méthode de consolidation
SAS SOCIETE	100 %	Intégration globale
SARL KP MEDIA	100 %	Intégration globale
SAS MAISON	100 %	Intégration globale
SARL M&Co	100 %	Intégration globale
SARL TOPDEPART	70 %	Intégration globale
SAS OXEVA	70,03 %	Intégration globale
SARL LEXODE	70,03 %	Intégration globale
SAS VERTICAL MAIL	63,65 %	Intégration globale
SARL ECZOD	50 %	Intégration proportionnelle
SAS DISTRIMART	20 %	Mise en équivalence

SARL WIDDA	16,11 %	Mise en équivalence
SAS GROUPE DURABLE.COM	10,46 %	Mise en équivalence

La société WAZZO MEDIA considérée comme non significative, n'a pas été consolidée.

Les comptes sont consolidés selon les normes françaises. Les méthodes utilisées sont décrites dans l'annexe.

Nous vous rappelons que désormais la société comptabilise le crédit impôt recherche dans le poste subvention d'exploitation comme la réglementation comptable l'y autorise.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2011 s'est élevé, hors taxes, à 24 891 K€ contre 23 379 K€ en 2010, soit une progression de 6,47 %.

Le résultat d'exploitation ressort à 4 781K€ contre 4 076 K€ en 2010, soit progression de 17,30 %.

Des dotations aux amortissements et provisions ont été pratiquées pour un montant de 1 017 K€ contre 924 K€ en 2010.

Le résultat financier est négatif de 190 K€ contre un résultat négatif de 265 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net des sociétés intégrées s'élève à 2 920K€ contre 2 551 K€ pour l'exercice précédent soit une progression de 14,50%.

Compte tenu de ce qui précède et après prise en charge de la quote-part des sociétés mises en équivalence pour 24 K€ et des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition pour 2421 K€ et des intérêts minoritaires pour 547 K€, l'exercice 2011 s'est traduit par un résultat consolidé part du groupe déficitaire de 24 K€ contre un résultat consolidé part du groupe bénéficiaire de 427 K€ en 2010.

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres consolidés part du groupe s'élevaient à 21 445 K€.

L'endettement financier consolidé du groupe au 31 décembre 2011 s'élève à 4 4 655K€, soit 21,68 % des capitaux propres, dont 1 521 K€ à court terme.

La situation de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ainsi que ses activités en matière de recherche et développement, n'appellent pas d'autres développements particuliers par rapport à ce qui a été mentionné préalablement pour chaque entreprise considérée.

Etant donnée l'appartenance de l'activité de toutes les sociétés du groupe au secteur de l'Internet et des technologies de l'information et de la communication, chacune de ces sociétés est soumise aux mêmes risques que ceux décrits précédemment pour ADVERLINE.

b) Evaluation des écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition, ou survaleur, est comptabilisé lorsque le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées, majoré des coûts annexes d'acquisition, est supérieur à l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Pour chaque participation, les écarts d'acquisition sont affectés à chaque groupe d'actifs générateur de flux de trésorerie indépendants des autres groupes d'actifs. Chaque groupe d'actif ainsi déterminé est amorti sur une durée propre, reflétant les objectifs retenus à l'origine pour le calcul de la rentabilité de l'investissement. Un test de dépréciation est effectué en cas d'indice de perte de valeur.

La valorisation d'un site internet tient compte de trois éléments :

- son audience
- sa marque
- les revenus générés.

Les deux premiers éléments, audience et marque, sont indispensables à la création de revenus. Selon le stade de développement d'un site internet, le poids de ces trois critères évoluent.

Au 31 décembre 2011, les valeurs estimatives suivant ces critères ont abouti à la dépréciation des écarts d'acquisitions détenues par le groupe ADVERLINE :

Concernant la participation KP MEDIA, l'évaluation a été effectuée selon la méthode des cash flow actualisés (dcf). De ce fait en 2009, la baisse significative du chiffre d'affaires de la société KP MEDIA a conduit à effectuer un test de dépréciation. L'écart d'acquisition a fait l'objet d'un amortissement exceptionnel de 313 226 € (en plus des 1 200 000 € déjà amorti exceptionnellement en 2009)

Les hypothèses retenues pour l'établissement du business plan et notamment l'évolution du chiffre d'affaires de la société KP MEDIA concernent :

- <u>l'activité d'origine</u>: KELPROF se positionne sur le secteur du soutien scolaire et du cours particulier, uniquement sur internet en privilégiant le modèle qui a fait son succès, celui de l'intermédiation: gratuit pour l'élève, payant pour le professeur et les organismes qui peuvent acheter les demandes des élèves,
- ➤ <u>la nouvelle thématique</u> : KELPROF a vocation à devenir un apporteur d'affaires important, sur le business du service à la personne,
- le développement de l'activité du site « Brésil »

L'écart d'acquisition TOP DEPART a été déprécié à hauteur de 57 347 € au 31 décembre 2011.

L'écart d'acquisition LEXODE a été déprécié à hauteur de 267 268 € au 31 décembre 2011.

L'écart d'acquisition ECZOD a été déprécié à hauteur de 380 863 € au 31 décembre 2011.

La ventilation des écarts d'acquisition sur les différents groupes d'actifs conduit à différencier :

- les groupes d'actifs incorporels technologiques (site internet, développement interne de logiciels, constitution de bases de données,...) qui sont amortis sur des durées courtes (3 ans) afin de matérialiser la nécessité de leur renouvellement rapide,
- des autres groupes d'actifs incorporels représentés par les fonds commerciaux (clientèle, notoriété, marques,...) qui sont amortis sur une durée de 20 ans. Cet amortissement est pratiqué par respect des normes comptables en la matière.

4. APPROBATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

a) Approbation des comptes sociaux 2011

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes tels qu'ils viennent de vous être présentés.

b) Dépenses et charges somptuaires (CGI, art. 223 quater et 39-4)

Les comptes qui viennent de vous être présentés comportent des dépenses et charges non déductibles s'élevant à 1 991 €.

Nous vous demandons, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, d'approuver ce montant et l'impôt supplémentaire supporté de ce fait s'élevant à 663 €.

c) Approbation des comptes consolidés 2011

Nous vous demandons de bien vouloir approuver également les comptes consolidés 2011 tels qu'ils viennent de vous être présentés.

d) Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à 1 584 092 € en totalité au « poste report à nouveau ».

e) Rappel des dividendes distribués

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il vous est rappelé qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

Vous voudrez bien donner acte de l'information reçue à ce titre.

f) Tableau des 5 derniers exercices

Vous trouverez, en annexe, le tableau prévu à l'article R 225-102 du Code de commerce, faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

g) Information sur les délais de paiement

Conformément à l'article L441-6-1 du Code de commerce, vous trouverez en annexe au présent rapport la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

5. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

a) Personne chargée de la direction générale d'ADVERLINE

Les fonctions de directeur général de la société ont été confiées par le conseil d'administration à son président.

Nous vous rappelons que l'ordonnance n° 2009-80 du 22 janvier 2009 a supprimé l'obligation d'établissement du rapport sur le contrôle interne dans les sociétés dont les titres ne sont pas admis sur un marché réglementé.

b) Quitus aux organes sociaux et décharge de sa mission au commissaire aux comptes

Nous vous demandons de donner quitus aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat durant l'exercice 2011.

Nous vous demandons enfin de donner décharge de sa mission au commissaire aux comptes pour l'accomplissement de sa mission au titre de cet exercice.

c) Liste des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 - alinéa 4 - du Code de commerce, nous vous indiquons en annexe au présent rapport les mandats, ainsi que toutes fonctions, salariées ou non, exercées au sein de la société, des sociétés du groupe et de toutes sociétés tierces, françaises ou étrangères, de chaque mandataire social.

d) Situation des mandats des mandataires sociaux et des commissaires aux comptes

Le mandat des commissaires aux comptes titulaire et suppléant est arrivé à expiration. Nous vous proposons de nommer :

1. en qualité de commissaire aux comptes titulaire :

KPMG AUDIT IS S.A.S. Immeuble le Palatin 3, cours du Triangle 92939 Paris La Défense Cedex

2. en qualité de commissaire aux comptes suppléant :

KPMG AUDIT ID S.A.S. Immeuble le Palatin 3 Cours du Triangle 92939 Paris la Défense Cedex

e) Etat des délégations de pouvoir pour les opérations d'augmentation de capital

Vous trouverez en annexe un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité données par l'assemblée générale au conseil d'administration pour réaliser ou décider des augmentations de capital. Ce tableau fait apparaître l'utilisation de ces délégations au cours de l'exercice.

f) Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Nous vous demandons, conformément à l'article L.225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées aux articles L.225-38 à L.225-42 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisées par votre conseil d'administration.

Votre commissaire aux comptes a été dûment avisé de ces conventions qu'il a décrites dans son rapport spécial.

6. PARTICIPATION DE SALARIES AU CAPITAL SOCIAL

A la clôture de l'exercice social 2011, aucun salarié de la société, ne détenait de participation au capital de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise (PEE) ou d'un fonds commun de placement d'entreprise.

Vous trouverez en annexe des informations relatives à l'attribution gratuite d'actions au profit de salariés.

7. <u>RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA REPARTITION DU CAPITAL ET A</u> L'AUTOCONTROLE

En application de l'article L233-13 du Code de commerce, sont mentionnées en annexe au présent rapport, l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales de la société. Cette annexe fait également apparaître les modifications intervenues au cours de l'exercice.

Nous vous indiquons en outre qu'aucune des sociétés contrôlées, dont les noms sont tous mentionnées au présent rapport, ne détient la moindre part du capital de la société.

Conformément à l'article L225-211 alinéa 2 modifié du code de commerce nous vous informons ne de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions propres autorisé suivant assemblée générale mixte du 30 mai 2011 dans les conditions suivantes :

- 1. Au titre du contrat de liquidité confié par CKFD, holding contrôlée par monsieur Loïc AUDREN DE KERDREL, président directeur général et monsieur Charles COSTA DE BEAUREGARD, directeur général délégué à la société EUROLAND FINANCE, le nombre des actions achetées au cours de l'exercice dans le cadre de l'animation du cours s'est élevé du 1^{er}janvier au 31 mai à 66 183, à un prix moyen de 5,24 €. Le nombre d'actions vendues s'est élevé à 68 890 à un prix moyen de 5,11 €.
- 2. Au titre du contrat de liquidité confié par la Société à la société EUROLAND FINANCES le nombre des actions achetées au cours de l'exercice dans le cadre de l'animation du cours s'est élevé du 1^{er}mai au 30 août à 47 118, à un prix moyen de 4,53 €. Le nombre d'actions vendues s'est élevé à 45 906 à un prix moyen de 4,50 €.
- 3. Au titre du contrat de liquidité confié par la Société à la société GILBERT DUPONT, le nombre des actions achetées au cours de l'exercice dans le cadre de l'animation du cours s'est élevé du 1^{er}septembre au 31 décembre à 130 389 à un prix moyen de 4,51 €. Le nombre d'actions vendues s'est élevé à 129 901 à un prix moyen de 4,54 €.

A la date du 31 décembre 2011, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité

- Nombre d'actions : 9 189 - Valeur nominale : 0,25 €,

- pourcentage du capital représenté par ces actions : 0,16 %

- Solde en espèce du compte de liquidité : 44 607,67 €

8. RECAPITULATIF DES OPERATIONS MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER REALISEES AU COURS DU DERNIER EXERCICE.

En application de l'article 223-26 du Règlement de l'AMF et de l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier nous vous informons, en complément des informations visées au paragraphe 7 ci-dessus, que :

Monsieur Marc WACONGNE, directeur général délégué a procédé le 12 avril 2011, à l'acquisition d'actions ADVERLINE pour un montant de 50 048 € à un prix unitaire moyen de 5,73 €.

9. MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE DANS LA COMPOSITION DU CAPITAL

	Nombre	Valeur nominale	Capital social
Actions composant le capital en début			
d'exercice	5 256 595	0,25 €	1 314 148,75 €
Attribution gratuite définitive d'actions	34 500	0,25 €	8 625.00 €
Augmentation de capital réservée	310 118	0,25 €	77 529,50 €
Actions composant le capital en fin			
d'exercice	5 601 213	0,25 €	1 400 303,25€

10. EVOLUTION DU TITRE – RISQUE DE VARIATION DE COURS

Au cours de l'année 2011, 2 284 623 actions ont été échangées sur le marché Alternext de Nyse Euronext Paris.

Le cours qui cotait $4,69 \in$ au début de l'exercice, est passé à $4,55 \in$ à la fin de l'exercice.

Le cours le plus bas enregistré s'est situé à 4,05€, le 23 novembre 2011, et le cours le plus haut à 7,99 €, le 13 juin 2011.

La capitalisation boursière à la fin de l'exercice 2011 ressortait à 25 485 519,15€.

11. AUTORISATION DE RACHAT D'ACTIONS

Nous vous demandons d'autoriser le conseil d'administration à user de la faculté prévue à l'article L.225-209-1 du code de commerce d'acquérir des actions de la société, afin de favoriser la liquidité les titres de la Société.

En conséquence autoriser la société à détenir des actions de son propre capital dans la limite légale de 10 % du total de ces actions, et, le cas échéant, de 10 % des actions d'une catégorie déterminée.

L'acquisition d'actions de la société ne pourra pas avoir pour effet d'abaisser les capitaux propres à un montant inférieur à celui du capital augmenté des réserves non distribuables et la société devra disposer de réserves, autres que la réserve légale, d'un montant au moins égal à la valeur de l'ensemble des actions qu'elle possède.

Le prix maximum d'achat ne pourra pas excéder 50 € par action, soit, compte tenu du nombre d'actions composant le capital social à la date du 31 décembre 2011, un montant théorique maximal d'achat de 28 196 625 €.

Les actions possédées par la société ne donneront pas droit aux dividendes et seront privées de droits de vote.

En cas d'augmentation de capital par souscription d'actions en numéraire, la société ne pourra exercer elle-même le droit préférentiel de souscription. L'assemblée générale pourra décider de ne pas tenir compte de ces actions pour la détermination des droits préférentiels de souscription attachés à ces actions. A défaut, les droits attachés aux actions possédées par la société devront être, avant la clôture du délai de souscription, soit vendus en bourse, soit répartis entre les actionnaires au prorata des droits de chacun.

Nous vous demandons de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour l'accomplissement de la présente autorisation, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes formalités et déclarations et, d'une manière générale, faire le nécessaire. La présente autorisation serait consentie pour une durée de DIX-HUIT (18) mois à compter du jour de l'assemblée et annulerait toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Votre conseil d'administration vous rendra compte, dans un rapport spécial de la réalisation des opérations d'achat d'actions lors de la prochaine assemblée générale annuelle.

12. ANNEXES

Afin de compléter votre information, figurent en annexe au présent rapport :

- ➤ le tableau prévu à l'article R225-102 du Code de commerce, faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices ;
- la liste des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux ;
- les renseignements relatifs à la répartition du capital et à l'autocontrôle ;
- > l'état des délégations de pouvoir pour les opérations d'augmentation de capital ;
- ➤ la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance ;
- > l'information sur l'attribution d'actions gratuites au profit de salariés ;
- ➤ l'information sur le programme de rachat d'actions.

Après lecture des divers documents et rapports complétant votre information, notamment ceux du commissaire aux comptes, nous vous remercions de bien vouloir adopter les résolutions qui vous sont proposées.

Paris, le 30 avril 2012

Le conseil d'administration

Mandats et toutes fonctions salariées ou non exercées au sein de la société, des sociétés du groupe et de toutes sociétés tierces, françaises ou étrangères de chaque mandataire social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 al.3 du Code de commerce, sont indiqués ci-dessous les mandats ainsi que toutes fonctions salariées ou non exercés au sein de la société, des sociétés du groupe et de toutes sociétés tierces françaises ou étrangères, par chaque mandataire social.

Nom	Fonctions au sein d'ADVERLINE	Mandats exercés dans d	'autres sociétés
		Société	Mandat ou fonctions
DE KERDREL Loïc	président du conseil d'administration	EURL LOIC DE KERDREL	gérant
		SARL CKFD	co-gérant
		EGBET	directeur général
COSTA DE	administrateur	SARL CKFD	co-gérant
BEAUREGARD Charles	directeur général délégué	EURL TOPDEPART	gérant
		SARL WAZOOMEDIA	gérant
		SAS MAISON	président
WACONGNE Marc	directeur général délégué	SOCIETE (SOCIETE.COM)	président
		GROUPE MW	gérant
		EURL ILEANA	gérant
		DISTRIMART	représentant permanent d'ADVERLINE administrateur
		KP MEDIA	président

HOPPENOT David	administrateur	ATALANTE SAS	Directeur général délégué
		WAOU FINANCE	gérant
		ALSYON TECHNOLOGIES	administrateur
FOILLARD Guillaume	Administrateur	Fogo	président

Seuils prévus par l'article L. 233-13 du Code de Commerce

	au 1er janvier 2011				au 31 décen	nbre 2011		
	% du	capital	% des droits	de vote	% du c	capital	% des droits	de vote
Loïc de Kerdrel	744 376	14,16%	1 488 752	18,4%	744 376	13,3%	1 488 752	17,7%
Charles Costa de								
Beauregard	744 375	14,16%	1 488 750	18,4%	744 375	13,3%	1 488 750	17,7%
CKFD	1 017 804	19,36%	2 035 608	25,2%	1 017 804	18,1 %	2 035 608	24,3%
Public + divers	2 577 016	49,02%	3 057 298	37,9%	2 577 016	49,02%	3 381 516	40,3%
total	5 256 595	100,00%	8 070 408	100,00%	5 600 663	100,00%	8 394 626	100%

3 381 516

date de l'assemblée	nature de la délégation	utilisation de la délégation au cours de l'exercice
30/06/2010	délégation de compétence au conseil d'administration pour augmenter le capital social immédiatement ou à terme par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires avec ou sans offre au public,	néant
	délégation de compétence au conseil d'administration pour augmenter le capital social immédiatement ou à terme par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes	Augmentation de capital réservée de7 337,25 € majorée d'une prime d'émission de 132 657,48 € décidée le 18 novembre 2010 et constatée le 27 décembre 2010
	délégation de compétence au conseil d'administration pour augmenter le capital social immédiatement ou à terme par émission par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec offre au public, sans droit préférentiel de souscription;	néant
	délégation de compétence pour décider d'une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux salariés conformément aux articles L 3332-18 et suivants du Code du travail	néant
30/05/2011	délégation de compétence au conseil d'administration pour augmenter le capital social immédiatement ou à terme par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes	Augmentation de capital réservée de77 529,50 € majorée d'une prime d'émission de 2 282 468,48 € décidée le 23 septembre 2011 et constatée le 26 septembre 2011 (cf. rapports complémentaires du conseil d'administration et du commissaire aux comptes)
	délégation de compétence au conseil d'administration pour augmenter le capital social immédiatement ou à terme par émission par émission	néant

d'actions de la Société ou d'autres valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'offres visées au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier,	
autorisation au CA d'attribuer des actions gratuites aux salariés – limitée à 187 939 s actions	cf. tableau « information sur l'attribution d'actions gratuites aux salariés »
autorisation à donner au conseil d'administration en vue de consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées ou de certains d'entre eux, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société	néant
délégation de compétence pour décider d'une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux salariés conformément aux articles L 3332-18 et suivants du Code du travail	néant

information sur les délais de paiement

DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS	2010			2011		
	30 JOURS	60 JOURS	+ de 60 jours	30 JOURS	60 JOURS	+ de 60 jours
Fournisseurs ordinaires	619 137,00 €	248 415,00 €	365 338,00 €	1 054 195,00 €	473 996,00 €	435 440,00 €
Fournisseurs immobilisations						
Total	619 137,00 €	248 415,00 €	365 338,00 €	1 054 195,00 €	473 996,00 €	435 440,00 €
Total général		1 232 890,00 €			1 963 631,00 €	

date des assemblées ayant autorisé l'attribution gratuite d'actions	21 novembre 2005 21 novembre 2005 17 juin 2008 30 mai 2011 13 décembre 2005 pour 68 342 actions 26 juin 2006 pour 116 611 actions 12 mars 2007 pour 1 000 actions 27 septembre 2007 pour 10 036 actions
autorisé l'attribution gratuite	17 juin 2008 30 mai 2011 13 décembre 2005 pour 68 342 actions 26 juin 2006 pour 116 611 actions 12 mars 2007 pour 1 000 actions
	30 mai 2011 13 décembre 2005 pour 68 342 actions 26 juin 2006 pour 116 611 actions 12 mars 2007 pour 1 000 actions
	13 décembre 2005 pour 68 342 actions 26 juin 2006 pour 116 611 actions 12 mars 2007 pour 1 000 actions
	26 juin 2006 pour 116 611 actions 12 mars 2007 pour 1 000 actions
	12 mars 2007 pour 1 000 actions
	-
	27 septembre 2007 pour 10 036 actions
date des réunions du conseil	=. Septemble 2007 pour 10 000 denomb
d'administration ayant attribué	10 octobre 2007 pour 82 862 actions
gratuitement les actions	17 juin 2008 pour 34 238 actions
	2 septembre 2008 pour 43 500 actions
	29 avril 2009 pour 18 750 actions
	20 mai 2009 pour 30 000 actions
	21 avril 2010 pour 18 000 actions
	22 avril 2010 pour 30 000 actions
	30 juin 2010 pour 1 500 actions
	11 avril 2011 pour 10 000 actions
l'attribution gratuite a été	l'assemblée du 21 novembre 2005 :
des op ailleur capital mai 20	u capital émis à la date d'attribution, sous déduction poisons de souscription pouvant être consenties par les aux salariés, dans la même limite de 7 % du la la limité à 278 851 par l'assemblée générale du 23 007 assemblée du 17 juin 2008 : 228 342 actions
nombre d'actions déjà par l'a	ssemblée du 30 mai 2011 : 187 939 actions
attribuées gratuitement et dont l'attribution est devenue définitive ou peut devenir définitive dont au profit	20
- des mandataires sociaux - des vingt premiers attributaires salariés 167 36	

date d'acquisition définitive des actions gratuites

- 13 décembre 2007 pour 68 342 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 17 085,50 €)
- 26 juin 2008 pour 66 816 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 16 704,00 €)
- 12 mars 2009 pour 1 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 250 €)
- 31 mars 2009 pour 32 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 8 125 €)
- 27 septembre 2009 pour 5 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 250,00 €)
 - 10 octobre 2009 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875,00 €)
 - 1^{er} avril 2010 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875,00 €)
 - 18 juin 2010 pour 3 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 750,00 €)

 1^{er} octobre 2010 pour 7 500 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 1 875 $\, \in \,$)

29 avril 2011 pour 13 750 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de $3 437,50 \in$)

23 mai 2011 pour 750 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 187,50 €)

 $1^{\rm er}$ juin 2011 pour 20 000 actions (le capital ayant été augmenté en conséquence de 5 000,00 €)

22 avril 2012 pour 18 500 actions 30 avril 2012 pour 10 500 actions Au plus tard le 30 juin 2012 pour 15 000 actions Au plus tard le 30 juin 2013 pour 5 000 actions 6 avril 2013 pour 1 500 actions 31 décembre 2013 pour 10 000 actions

date d'expiration de la période	1 ^{er} avril 2012 pour 7 500 actions
de conservation obligatoire	
	18 juin 2012 pour 3 000 actions
	3 septembre 2012 pour 24 500 actions
	1 ^{er} octobre 2012 pour 7500 actions
	30 mars 2013 pour 750 actions
	1 ^{er} avril 2013 pour 7 500 actions
	30 avril 2013 pour 17 250 actions
	11 mai 2013 pour 750 actions
	1 ^{er} juin 2013 pour 20 000 actions
	1 ^{er} janvier 2014 pour 16 562 actions
	22 avril 2014 pour 18 500 actions
	30 avril 2014 pour 10 500 actions
	Au plus tard le 30 juin 2014 pour 15 000 actions
	6 avril 2015 pour 1 500 actions
	31 décembre 2015 pour 10 000 actions
augmentation de capital	
résultant de l'émission des	
actions déjà attribuées	15 500 €
gratuitement et non encore	
émises	
effet de la dilution sur le	-1,10%
bénéfice par action	

la différence entre les actions dont l'attribution a été décidée par le conseil d'administration et le nombre d'actions devenues définitives ou pouvant devenir définitives ressort d'actions attribuées à des salariés